

l'Anticapitaliste

n°306 | 8 octobre 2015 — 1,20 €

la revue mensuelle du **NPA**

NE NOUS LAISSONS PLUS FAIRE

Comme ceux d'Air France



FAISONS ENTENDRE NOTRE COLÈRE!

Dossier

BURKINA FASO

Pages 6 et 7

ÉDITO
Naturelles, les
catastrophes? Page 2

PREMIER PLAN
Syrie: l'expansion militaire
pour sauver Assad Page 2



ACTU SOCIALE
Air France: le sale plan
de vol de la direction Page 8

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Marvin Surkin
sur la Ligue des travailleurs noirs
révolutionnaires à Detroit Page 12



édito

Par CHRISTINE POUPIN

Naturelles, les catastrophes ?

Les inondations qui ont frappé la côte des Alpes-Maritimes ont provoqué la mort de 19 personnes. Ce serait la faute à Météo France, au climat, à pas de chance, à la nature... Pourtant cette nouvelle catastrophe meurtrière, comme celles qui l'ont précédées et malheureusement comme celles qui suivront inévitablement, n'est en rien une « catastrophe naturelle ». Oui, il est tombé énormément d'eau et de manière très soudaine. Ainsi, il est tombé 180 mm d'eau à Cannes le 3 octobre entre 19 heures et 22 heures. En deux jours, la zone a reçu l'équivalent en pluie d'un mois d'octobre moyen. Ces épisodes dits « cévenols » sont devenus plus fréquents. Si les scientifiques sont prudents sur la possibilité d'affirmer avec certitude que les événements actuels sont dus directement au réchauffement climatique, en revanche, toutes les prévisions des climatologues sont formelles : le dérèglement climatique provoquera d'ici la fin du siècle « un renforcement des taux de précipitation extrême, notamment sur les régions d'influence méditerranéenne ». En clair : ce n'est pas du ciel que viendra la solution ! Mais c'est de la terre que vient le principal problème. Enfin, pas de la terre elle-même, mais de son artificialisation, de sa disparition sous des tonnes de macadam et de béton. Dans cette région, les villes, les centres commerciaux, les zones de bureaux ou industrielles, les villas, les Sophia Antipolis ou Marineland d'Antibes se succèdent sans laisser un seul espace libre, un seul espace qui puisse échapper à la frénésie foncière et immobilière. On a construit à tout va dans des zones inondables, y compris dans des zones classées « rouge » dans le Plan de prévention du risque inondation... donc interdites à toute construction ! Ces terres imperméabilisées ne sont plus capables d'absorber des grandes quantités d'eau qui dévalent plus vite et plus fort dans les canalisations et les rivières emprisonnées elles aussi dans du béton. Grands projets, équipements touristiques, disparition des terres agricoles, se conjuguent et s'additionnent sur fond de spéculation et de corruption. Une logique du profit qui détruit la terre et celles et ceux qui l'habitent. Le capitalisme, c'est bien lui la catastrophe !

BIEN DIT

Si on demande où se trouve le centre de l'Europe, certains répondront Bruxelles (centre politique de l'Union européenne), Londres (centre économique et financier), Paris ou Berlin (en tant que foyers culturels). Pour moi, le centre symbolique de l'Europe, c'est la petite île de Lampedusa, au sud de l'Italie. Car c'est là qu'échouent chaque jour les cadavres d'immigrants clandestins venus d'Afrique. Je trouve ça dégueulasse.

HENNING MANKELL, romancier suédois disparu ce lundi 5 octobre, dans une interview à l'Obs... en 2008

À la Une

Ne nous laissons plus faire, faisons entendre notre colère !

Lundi, après l'annonce par la direction de 2 900 licenciements, la colère des salariéEs d'Air France a explosé. « Direction irresponsable », « ras-le-bol d'être mis les uns contre les autres », « Valls arbitre vendu ! », clamaient les manifestantEs...

Ministres et politiciens s'offusquent de la violence des salariéEs mais ils n'ont aucun mot contre la violence quotidienne que ces derniers subissent, celle des conditions de travail, des bas salaires, des licenciements, du chômage, de la précarité. La révolte des salariéEs d'Air France est légitime.

Provocations

Oui, il est temps qu'explode la colère du monde du travail contre les remises en cause permanentes de ses acquis et les provocations incessantes et méprisantes dont Macron s'est fait le spécialiste. Oui, ras-le-bol de leur cynisme, de leur mépris, de la guerre qu'ils mènent contre l'immense majorité de la population. Qu'il s'agisse de la casse du code du travail, dont le rapport Combrexelle annonce une nouvelle étape visant à réduire à néant les garanties collectives qui existaient encore, des attaques contre les 35 heures dans le privé comme chez Smart où les patrons veulent faire travailler 39 heures payées 37 ou dans le public (remise en cause des accords RTT à l'AP-HP et dans nombre d'hôpitaux), de l'attaque contre le statut des fonctionnaires avec le PPCR (Parcours professionnel, carrières et rémunérations), ou pour les chômeurEs – dont le nombre vient d'augmenter de 20 000 en août – du nouveau dispositif de « contrôle » mise en place par Pôle emploi pour les fliquer !

Démagogie électorale et austérité

Hollande et Sapin, son ministre du Budget, ont annoncé des baisses d'impôt pour 8 millions

FORTE BAISSÉ DE LA DOTATION GLOBALE POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES



de contribuables juste avant les élections régionales et présidentielles. Par cette petite manœuvre, ils espèrent gagner les voix des principales intéressées, les classes moyennes. Pas question de toucher à la TVA, l'impôt le plus injuste, ces baisses d'impôt étant financées par de nouvelles économies ! Par ailleurs, rien que sur l'année qui vient, 33 milliards d'euros iront directement dans les poches des patrons sous forme de baisse des cotisations patronales sur les salaires, baisse de l'impôt sur le chiffre d'affaire, suppression de la contribution exceptionnelle payée jusque-là par les entreprises, Crédit d'impôt pour la compétitivité et

l'emploi (CICE), ou pour « l'incitation à l'investissement et à l'emploi » dans les PME... Pour financer ces subventions au patronat et la démagogie électorale de Hollande, ce sont les plus défavorisés qui payent par des économies sur les allocations sociales ou les allocations logement. Ce sera aussi une accentuation de la baisse des dépenses de l'État. On parle « d'efforts » de 10 milliards pour la Sécurité sociale et les collectivités locales, et de 16 milliards en tout pour les administrations publiques. L'objectif des 50 milliards d'économies sur 2015-2017 est maintenu au détriment des services publics qui pourtant fonctionnent avec des budgets déjà insuffisants.

Défendre ses intérêts, se révolter

Face à cette offensive planifiée, déterminée, les organisations syndicales sont paralysées, n'ayant à proposer que des simulacres de « journées d'action » sans perspective ni plan d'ensemble. Elles restent empêtrées dans le prétendu « dialogue social ». Il y a urgence à casser ce jeu de dupes. Valls vient de décider unilatéralement que l'accord PPCR sur les fonctionnaires serait appliqué... bien que les syndicats représentant la majorité du personnel de la fonction publique n'aient pas signé. Qu'importe, « l'immobilisme dans notre pays n'est pas possible », dixit Valls. Le dialogue, seulement

quand ça les arrange ! Le seul langage qui peut les faire reculer, c'est celui de la colère, de la révolte contre une politique qui produit sans cesse davantage d'exploitation, de misère, de chômage, et entraîne sur les lieux de travail comme dans les cités et les quartiers une terrible régression sociale, le désespoir.

La réponse dépend des travailleurEs et de la jeunesse, de leur capacité à reprendre en main leurs organisations et leurs luttes, à discuter de leur propre politique pour défendre leurs intérêts. La journée du 8 octobre en est l'occasion afin que, comme à Air France, la colère ouvrière et populaire explose.

Yvan Lemaitre

SYRIE

L'expansion militaire pour sauver Assad

L'engagement militaire de la Russie au côté du régime Assad a atteint un nouveau niveau le 30 septembre dernier, avec les premiers bombardements de l'aviation militaire russe en Syrie...

De plus, des centaines de soldats iraniens sont arrivés en Syrie le 21 septembre pour rejoindre les forces du régime Assad et leurs alliés du Hezbollah libanais dans une offensive terrestre majeure à venir soutenue par les frappes aériennes russes.

La Russie en soutien au régime syrien

La propagande autour de la « guerre contre le terrorisme » lancée par l'État russe n'est qu'un prétexte pour soutenir le régime Assad politiquement et militairement, et écraser toute forme d'opposition. D'ailleurs, depuis le

début des raids de l'aviation russe, plus de 40 civils sont décédés sous les bombes russes et 14 combattants : des djihadistes de l'État islamique, mais aussi des membres de Jabhat Al-Nusra, Ahrar Sham et des bataillons de l'Armée syrienne libre (ASL). Les objectifs des bombardements russes sont clairs : sauver et consolider la puissance militaire et politique du régime Assad. Poutine déclarait d'ailleurs le 28 septembre dernier, avant le début des bombardements russes : « Il n'y a pas d'autres manières de mettre fin au conflit syrien qu'en renforçant les institutions de l'actuel gouvernement légitime dans

leur combat contre le terrorisme »... De nombreuses manifestations ont eu lieu dans les régions libérées de Syrie ces derniers jours pour condamner les bombardements russes. Ainsi, les comités de coordination locaux (CCL) ont condamné les bombardements russes dont le but est « de garantir la survie du régime Assad », appelant « toutes les forces révolutionnaires à s'unir par tous les moyens et à agir contre l'agression militaire russe ».

Consensus des grandes puissances

Cette évolution se déroule avec la passivité et un certain assentiment des puissances occidentales, qui veulent à

tout prix stabiliser la région, le départ d'Assad n'étant plus la condition pour ouvrir une période de transition. Obama a ainsi publiquement déclaré dans son discours du 28 septembre dernier à l'Assemblée générale des Nations unies sa volonté de travailler avec la Russie et l'Iran pour trouver une solution en Syrie, tout en mettant en avant l'impossibilité de revenir au statu quo d'avant le début de la guerre...

Lors des premiers raids de l'aviation russe, les officiels russes ont d'ailleurs informé l'ambassade étatsunienne à Bagdad des bombardements et ont demandé à l'aviation militaire

Un monde à changer

LE CORPS DES FEMMES, PREMIÈRE TERRE COLONISÉE. Samedi 26 septembre, des milliers de personnes ont défilé dans les rues de Dublin en Irlande pour appeler à une réforme de la législation irlandaise très stricte sur l'avortement. Les manifestants brandissaient des affiches sur lesquelles on pouvait lire «*abrogeons le 8°*», en référence à l'amendement de la Constitution irlandaise qui donne des droits égaux au fœtus et à la mère... Avec un des cadres les plus restrictifs au monde (à l'exception de l'Andorre, de Malte et de Saint-Marin, c'est le seul pays européen à interdire l'avortement même en cas de viol, de malformation grave ou mortelle du fœtus ou de risque pour la santé de la femme), l'Irlande est soumise à une pression croissante pour réformer sa législation sur l'avortement. Un récent sondage montre qu'une forte majorité des Irlandais est opposée aux sanctions pénales qu'encourent les femmes qui avortent ou les médecins qui

pratiquent un avortement. La majorité de la population ignore même que l'avortement constitue une infraction pénale... Le cas de l'Irlande n'est qu'une des illustrations en plein cœur de l'Europe des législations rétrogrades contre le droit des femmes à disposer de leur corps. Ainsi, dans le monde, 40% des femmes en âge de procréer vivent dans des pays où l'avortement est interdit, limité ou inaccessible. Plus de 14 millions d'adolescentes accouchent chaque année, principalement à la suite d'un viol ou d'une grossesse non désirée. L'Organisation mondiale de la santé estime qu'environ 22 millions d'avortements à risque ont lieu chaque année, entraînant 47 000 décès et plus de 5 millions de cas de complications. Et les avortements à risque sont l'une des principales causes de mortalité pour les jeunes filles de 15 à 19 ans dans les pays à revenu faible ou intermédiaire... Le combat continue.

Il était le premier à prendre la parole sur la place de la République à l'arrivée : «*Nous ne demandons rien d'extraordinaire, juste un toit et des papiers, pour pouvoir vivre simplement. Je ne vous dirai pas ma nationalité car je suis soudanais, je suis afghan, je suis tunisien, je suis érythréen, je suis du monde entier.*» Ses propos ont été repris par les autres réfugiés qui lui ont succédé au micro. Les représentants de l'UNSP (Union nationale des sans-papiers) et de la CISP (Coalition internationale des sans-papiers et migrants) ont affirmé l'unité de tous les migrantEs pour la liberté de circulation et d'installation. Alors que la «*crise migratoire*» fait régulièrement les Unes, il n'y avait pas eu un mot pour cette manifestation de 3500 personnes à la télé ou dans les journaux. Elle ne collait pas avec le récit dominant d'un supposé «*accueil*». D'abord parce qu'on manifestait pour des solutions réelles, en premier lieu l'ouverture urgente des frontières. Ces uniques solutions pour mettre fin aux morts, aux campements, aux conditions indignes dans les centres sont celles que ne veulent justement pas évoquer, même à titre d'hypothèse, les gouvernements européens et les dirigeants des partis institutionnels. Ensuite, parce que, dans cette manifestation, les migrantEs n'étaient pas des objets dont on parle mais qui ne parlent pas, qu'on trie, qu'on déplace, qu'on cache et que finalement on réprime. Ils étaient là, debout, en

MIGRANT-ES La brèche

Islam est venu manifester ce dimanche 4 octobre avec un cortège parti du lycée occupé dans le 19^e arrondissement de Paris...



Les migrantEs, debout, en tête de manifestation. PHOTOÉQUIPE ROUGE / MILO

tête de manifestation, affirmant «*J'y suis, j'y reste!*» Plusieurs centaines venus du lycée occupé, mais aussi de plusieurs centres d'hébergement du 13^e, de Gennevilliers, de l'ancienne caserne de Reuilly, du centre Aurore de la place de Clichy... Et, avec eux les cortèges de collectifs de sans-papiers, CSP75, Intégration 21, PLUS, CSP93, CSP95, Droits Devant... Des migrantEs en lutte et une solidarité de combat, voilà ce qui effraie les autorités alors qu'un réfugié et

trois soutiens passent au tribunal ce vendredi 9 octobre à Paris pour avoir soutenu en août des migrants en grève de la faim dans un centre d'hébergement.

Nos frères et sœurs de lutte

Et puis, plusieurs milliers étaient avec eux dans les cortèges des associations, syndicats et partis pour dire que les migrantEs sont nos frères et sœurs de lutte, qu'il s'agit de justice mais aussi de l'avenir de notre société. Une

banderole de l'assemblée de quartier du 18^e arrondissement proclamait que «*les migrantEs sont des habitantEs de nos quartiers – Accueil = égalité des droits*». Dans son intervention en fin de manifestation, Olivier Besancenot a réaffirmé qu'il n'y a pas trop de migrantEs en France mais trop de racistes... Certes cette manifestation n'est pas suffisante, mais elle montre qu'il existe une lutte et que celle-ci peut être menée, que des forces peuvent s'unir pour cela. Parce qu'il y a encore eu deux morts à Calais dans les jours qui ont précédé. Parce que des Soudanais ont été expulsés par la préfecture vers le pays qu'ils ont fui au péril de leur vie. Parce qu'il y a eu ces derniers jours encore des blessés et des expulsés à Vintimille et Ceuta et Melilla. Parce que la mairie de Paris a décidé d'expulser d'ici un mois le lycée occupé où se trouvent désormais plus de 600 réfugiés et sans-papiers. Parce que la colère monte dans les centres d'hébergement. Parce que Marine Le Pen pourrait gagner les élections dans le Nord aux régionales... Dimanche, une brèche s'est ouverte. Notre avenir, c'est de l'élargir. **Denis Godard**

étatsunienne d'éviter l'espace aérien syrien durant leurs opérations. Des officiels israéliens avaient aussi été informés par la Russie une heure avant le début des frappes, car il existe aussi un consensus au sein des cercles des prises de décision de Tel-Aviv sur l'importance du maintien du régime d'Assad. Les chefs de gouvernement occidentaux sont tous allés dans le même sens, déclarant dans leur grande majorité qu'il ne fallait pas exclure Assad pour ouvrir une période de transition en Syrie, tout en assurant qu'il ne pouvait pas faire partie de l'avenir du pays sur le long terme. Sans préciser cette période... Ces positions se sont renforcées avec «*la crise des réfugiés*». Divers officiels n'ont pas hésité à déclarer que les États européens devraient se coordonner avec le régime d'Assad et ses alliés, la Russie et l'Iran, pour mettre fin au problème de Daesh, et donc dans leur esprit à celui des réfugiés.

C'est bien sûr oublier que la racine des problèmes en Syrie est le régime d'Assad, responsable de plus de 90% des réfugiés qui ont quitté le pays!

Non à l'hypocrisie, non aux interventions militaires

L'Élysée a tenu un discours similaire : «*Cette solution politique (fin du conflit en Syrie) suppose d'intégrer toutes les parties prenantes, et la France discute avec tous et n'écarte personne*»... Fabius a déclaré que Assad ne peut pas diriger éternellement la Syrie... mais que l'essentiel pour le moment est d'engager une négociation sur une transition politique, ne faisant plus du départ d'Assad une condition politique à toute transition. Et le gouvernement français de mener ses propres frappes aériennes en Syrie fin septembre, pour cause de «*légitime défense*» face à la menace terroriste... Il faut s'opposer à cette nouvelle intervention militaire impérialiste des alliés du régime Assad pour sauver une



La ville de Talbiseh dans la province de Homs le 30 septembre après un bombardement russe. DR

dictature, intervention qui se traduit par de nouvelles victimes civiles et des destructions. Il faut dénoncer toute l'hypocrisie des États occidentaux : ceux-ci prétendent soutenir la révolution syrienne... tout en refusant tout soutien réel aux forces démocratiques de Syrie et la fourniture d'armes sans conditions politiques

aux forces démocratiques de l'ASL et aux Kurdes dans leur combat contre le régime et ses alliés, et contre les forces islamiques fondamentalistes. Les politiques des États européens envers les réfugiés et la construction d'une Europe forteresse sont encore une autre preuve de cette hypocrisie. **Joseph Daher**

Le chiffre 215 000

C'est, en euros, la somme récoltée en à peine dix jours pour «*Le rêve des Jeux*», la campagne de financement participatif de la candidature de Paris aux JO-2024... SMS surtaxés, vente de bracelets, petits contributeurs et gros mécènes, tout sera bon pour financer des constructions démesurées au bénéfice des affairistes bétonneurs et au détriment des catégories populaires et de l'environnement. Mais il paraît que cela reste du sport.



Agenda

Samedi 10 octobre, fête du NPA 33, Cenon. Avec Philippe Poutou, de 14h à 23h, salle Victor-Hugo. Programme : <https://npa2009.org/evenement/fete-du-npa-bordeaux>

Mercredi 14 octobre, réunion publique du NPA, Toulouse. «*Contre l'Europe de l'austérité, des frontières et de la guerre, solidarité internationale!*», avec des militantEs espagnol, grec, pakistanais, kurde... à 20h, salle Barcelone, 22 allée de Barcelone.

Mercredi 14 octobre, réunion publique du NPA, Strasbourg. «*Nationalisme et manipulation d'État*», à 20h au Cardek, 1 place des Orphelins.

Judi 15 octobre, réunion publique du NPA, Bayonne. Avec Philippe Poutou, à 18h à la Bourse du travail, 10 rue Sainte-Ursule.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

La direction tient avant tout à défendre les intérêts du groupe Canal+ et estime qu'il est donc préférable d'éviter certaines attaques frontales ou polémiques à l'encontre de partenaires contractuels ou futurs.

Extrait du compte rendu cité par *Mediapart* d'une réunion entre la direction et les délégués du personnel, suite à la censure par Bolloré lui-même d'un documentaire sur les montages off-shore du Crédit mutuel (partenaire financier du groupe Bolloré...)

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PPCR

Passage en force, timides réactions

Bafouant aussi bien les règles de la négociation dans la fonction publique que les déclarations de sa ministre, Manuel Valls a annoncé le 30 septembre qu'il mettrait en œuvre le protocole d'accord sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR)... pourtant minoritaire au terme des processus de consultation interne aux organisations syndicales.

En effet, malgré l'adhésion de la FSU que la direction de la fédération a obtenue après des manœuvres bien peu démocratiques, les syndicats favorables à l'accord (CFDT, CFTC, CGC, FA-FP, UNSA, FSU) ne représentent que 49% des personnels de la fonction publique. Un échec cuisant pour la ministre Lebranchu qui comptait sur la signature de la CGT et/ou de FO. Si le refus de Solidaires était attendu, celui des deux confédérations n'était pas gagné d'avance. Au sein de la CGT par exemple, la direction avait lancé la consultation des syndicats et fédérations par une note très peu critique du protocole d'accord et agnostique quant à sa signature ou non. Mais la mobilisation des militants et syndicats combattifs a finalement permis son rejet à une très large majorité.

Valls affirme vouloir généraliser la règle de l'accord majoritaire dans le privé, mais n'hésite pas à la contourner dès que la majorité ne lui convient pas ! Le « dialogue social » apparaît ainsi pour ce qu'il est réellement : une manœuvre destinée à faire parapher par les organisations syndicales des projets régressifs que le gouvernement compte appliquer dans tous les cas. Les fonctionnaires ne doivent pas s'y tromper : ce n'est pas le saupoudrage de quelques points d'indice sur quatre ans que le gouvernement tient absolument à mettre en œuvre, mais toutes les mesures de casse des garanties statutaires que contient le protocole PPCR.



Qui veut signer mes belles réformes? DR

Comme l'a dit Valls, « Cet accord est indispensable pour améliorer la mobilité des fonctionnaires pour passer d'un ministère à l'autre, d'une administration à l'autre ». Effectivement, pour supprimer plus facilement des postes et restructurer la fonction publique, comme le prévoit la réforme territoriale, il faut pouvoir déplacer les agents, y compris contre leur gré.

« Le 49-3 du dialogue social »...

Et le gouvernement ne compte pas s'arrêter là : « il faudrait un rapport Combexelle dans la fonction publique », a aussi lâché le Premier ministre. Le parallèle est clair : une remise en cause complète du statut des fonctionnaires est envisagée. Malgré le cynisme et la détermination dont fait preuve Valls, les réactions syndicales sont pour le moment plutôt timides. Sans surprise, la CFDT et l'UNSA se félicitent du passage en force. FO dénonce à juste titre « le 49-3 du dialogue social », mais n'en tire visiblement aucune conséquence en termes d'appel à la mobilisation des fonctionnaires. La CGT critique également les méthodes de Valls, mais ses différents communiqués ne consacrent en tout et pour tout que trois lignes à l'offensive en règle contre les garanties statutaires, pourtant clairement annoncée par le Premier ministre. Quant à la direction de la FSU, elle demande au gouvernement « de préciser les conditions dans lesquelles il entend mettre en œuvre ces mesures PPCR en concertation avec toutes les organisations syndicales représentatives ». Une tentative désespérée de réanimer le dialogue social que Valls vient pourtant d'enterrer !

Pour le NPA, il est grand temps de mettre un terme à toutes les prétendues négociations avec ce gouvernement déterminé à détruire systématiquement les droits des travailleurs du public comme du privé. Plus que jamais, c'est par la mobilisation de toutes et tous, dans la rue, par la grève, que nous pourrions faire reculer ce gouvernement.

S. P.

DROITE Entre Medef et FN, toujours plus loin!

Pour tenter d'infliger, dès son retour au pouvoir, une défaite majeure à notre classe, la droite affûte ses armes : suppression de notre « modèle social », haro sur les étrangers, renforcement de l'ordre et de la sécurité... Et devant la nécessité de se créer un espace entre la gauche de droite au pouvoir et l'extrême droite, elle n'hésite pas à faire des propositions réactionnaires, s'appropriant même certains thèmes récurrents du FN.

Les 35 heures à la poubelle

Ils utilisent des mots différents mais ils disent pareil... Pour Sarkozy, c'est clair : « il faut refermer la parenthèse des 35 heures »... tandis que pour Juppé « c'est fini, il faut arrêter les combats du dernier siècle ». Côté salariés, « travailler plus » avec le retour aux 39 heures, côté patrons « gagner plus » grâce à un nouvel allègement de cotisations.

De plus, tous vont pouvoir enfin s'affranchir de la loi et des syndicats. En effet, les accords dans l'entreprise pour l'augmentation du temps de travail seront privilégiés et prépondérants sur la loi actuelle. Et si les syndicats refusent tout accord, le patron pourra imposer un référendum. Par ailleurs, les patrons vont décider seuls des licenciements économiques car « ce n'est pas au juge de décider s'il est nécessaire à l'entreprise ».

Un pas en avant dans la barbarie sociale car ces projets cassent les quelques outils, même réformistes, que possédaient encore les travailleurs : l'appui sur la loi quand elle est meilleure que celle du patron de la boîte et le recours à l'inspection du travail et au juge pour contester la décision. Ce sont des pans de droit chèrement acquis, le code du travail, la justice du travail, le rôle du syndicalisme, qui sont supprimés avec pour conséquence de rendre encore plus difficile la lutte collective.

Par contre, l'État sera appelé à gérer l'Unedic afin de revenir aux indemnités dégressives pour les travailleurs privés d'emploi depuis

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DE NADINE MORANO



un an. Par ailleurs, « l'assouplissement du statut des fonctionnaires » sera rapide, d'autant plus « qu'il faut avoir le courage de dire qu'ils travaillent souvent moins que 35 heures ». Celui qui le dit – et qui ment – c'est bien sûr Sarkozy. Enfin, la retraite à 63 ans, c'est pour 2020.

Si elle revient au pouvoir, la droite a donc l'intention de réaliser le projet capitaliste de baisse drastique du coût du travail. Et en menant sur son terrain une politique de droite, en faveur du patronat, le gouvernement « socialiste » incite la droite à se démarquer toujours, jusqu'à l'extrême...

La France de race blanche et judéo-chrétienne...

Celle que le président Sarkozy appelait « ma Nadine » aurait-elle donc dérapé ? Pas tant que cela sans doute. Car l'homme du discours de Dakar sur « l'homme africain [qui] n'est pas assez entré dans l'histoire », s'il parle sur un ton plus mesuré que Morano qu'il désavoue pour ne pas mettre en danger le rassemblement autour de sa personne, tient sur le fond les mêmes propos. C'est-à-dire de plus en plus ceux du FN... Ainsi parmi ses propositions sur l'immigration on (re)trouve l'installation de camps de rétention dans les pays limitrophes de l'espace Schengen, les

allocations familiales et le logement social possibles seulement après 5 années de présence régulière sur le territoire, la remise en cause du droit du sol avec pour conséquence la non-automatisme d'accès à la nationalité française pour les enfants nés de parents étrangers. Celle-ci ne serait accordée à 18 ans que sous certaines conditions, dont celles de n'avoir ni commis des actes de délinquance mineurs, ni milité, ni manifesté. Enfin, l'« obligation de s'assimiler, c'est-à-dire d'adopter la langue, la culture, l'histoire et le mode de vie du pays d'accueil » est un non-respect total, une insulte à l'autre, une humiliation raciste, post-coloniale, impérialiste, de nature à soulever de légitimes colères.

Pour y faire face et plus généralement pour garantir l'ordre des puissants, plusieurs barons du sarkozysme, têtes de liste aux régionales face au FN, n'hésitent pas à défendre les idées de celui-ci en matière de sécurité publique. Ainsi Estrosi défend le port du bracelet électronique pour ceux qui sont suspectés de vouloir commettre un acte terroriste, ainsi que pour certains militants politiques, syndicaux, zadistes, anti-nucléaires... Ciotti demande même que « certains individus fichés soient incarcérés avant de commettre un acte ». Enfin Xavier Bertrand veut lui « fusionner les ministères de la justice et celui de l'intérieur en un seul ministère de l'autorité »...

À un gouvernement de gauche de droite au pouvoir, il ne pourrait succéder qu'un gouvernement de droite extrême ? À moins que...

Roseline Vachetta

BUDGET DE LA SÉCU La « super austérité » au détriment de notre santé!

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2016 ne répond qu'à un seul objectif, appliquer le Pacte de responsabilité. La satisfaction du patronat prime sur les besoins sociaux.



Les hôpitaux (toujours) dans la rue jeudi 1^{er} octobre. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

atteindre les recommandations de réduction des budgets publics.

Vaches maigres pour les assurés sociaux... et grasses pour les patrons

Le gouvernement présente quelques vagues mesures d'affichage « pour renforcer l'accès au soins » : développement des génériques, instauration de la protection universelle maladie pour simplifier les démarches, mais la ministre de la Santé Marisol Touraine reconnaît que « les

axes structurant le PLFSS » sont des mesures de « maîtrise des dépenses ». Sous prétexte de « la lutte contre les actes inutiles et redondants », de nouveaux déremboursements sont prévisibles.

Le tour de vis dans le budget des hôpitaux public s'appelle en langage gouvernemental « l'efficacité des dépenses ». C'est l'objet de la loi de santé qui va imposer le « virage ambulatoire », en limitant de nombreuses hospitalisations à une journée maximum, et les « groupements

hospitaliers de territoire » qui créeront de gigantesques usines à soins dans les grandes agglomérations... et des déserts médicaux ailleurs ! La réforme de la revalorisation des prestations devrait « économiser » sur le dos des malades, notamment celles et ceux en arrêt de travail, 500 millions d'euros.

La mise en place des contrats de complémentaires santé pour les plus de 65 ans « moins chers, labellisés » ouvrira aux assurances privées une nouvelle part du « marché des remboursements » au détriment de la Sécu.

Les employeurs, quant à eux, bénéficieront de 4,5 milliards supplémentaires d'exonération des cotisations familiales pour tous les salaires jusqu'à 3,5 Smic. Fin 2015, ils auront déjà reçu 23 milliards d'euros sous forme de baisse d'impôts et de cotisations sociales. 17,5 milliards d'euros leurs seront encore versés jusqu'en 2017 dans le cadre du Pacte de responsabilité.

À défaut d'un mouvement social d'ampleur, le pire est devant nous...
S. Bernard

PORTUGAL La droite perd la majorité, le Bloc de gauche progresse

La coalition de la droite portugaise a perdu sa majorité absolue au Parlement, mais elle reste la principale force politique de l'élection législative de dimanche dernier. Le Bloc de gauche a fait un retour spectaculaire: avec le meilleur résultat jamais atteint, il double presque son électorat et fait plus que doubler le nombre de ses députés.

La fin de la majorité de droite au Parlement est la principale conséquence du choix des 5,37 millions d'électeurs.

L'austérité sanctionnée

Les deux partis de la coalition au pouvoir ont perdu environ 727 000 votes depuis la dernière élection en 2011, et cela quelques semaines après la signature du mémorandum de la troïka. Ils obtiennent 38,55% des voix (y compris les résultats de Madère et des Açores, où ils ont fait des listes séparées).

L'austérité sévère imposée au peuple portugais a entraîné l'émigration de près d'un demi-million d'électeurs qui n'ont pas eu la chance de pouvoir voter ce dimanche. Le Parti socialiste n'a pas été en mesure de rassembler le vote de protestation et n'a augmenté son résultat (32,38%) que de 200 000 votes. Le fait que l'ancien Premier ministre José Sócrates soit allé en prison pour des soupçons de corruption (il a été renvoyé chez lui sous surveillance policière en début de campagne et il n'y a toujours pas d'accusation portée contre lui), ainsi que la prise en main de la direction par António Costa (imposant des élections au sein du parti juste après la courte victoire du PS aux élections européennes, alors que celui-ci était présidé par un opposant à Sócrates), a contribué à diviser et à démobiliser son électorat.

Soutien populaire au Bloc de gauche

Parmi les forces anti-austérité, le Parti communiste n'a pas réussi à tirer profit de la révolte exprimée dans les rues pendant les «années de la troïka», et



Catarina Martins et le Bloc saluent la percée anti-austérité. DR

a gardé son électorat des dernières élections, gagnant environ 3 400 votes et un député supplémentaire (8,27% des voix, 17 élus).

La seule force politique qui a réussi à capter le mécontentement est clairement le Bloc de gauche. Avec 549 000 voix (261 000 de plus qu'en 2011), soit 10,22% des voix et 19 députés, le Bloc de gauche est maintenant la troisième force nationale. Il a réussi à gagner des députés au détriment de la coalition de droite dans plusieurs districts. L'élection de l'un d'entre eux représente un événement historique en 40 ans de démocratie: pour la première fois, l'archipel de Madère élit un député de la gauche radicale. Trois des nouveaux députés sont indépendants, y compris un militant de longue date des droits pour les personnes handicapées, ce qui va maintenant obliger le Parlement à construire un accès pour son fauteuil roulant afin qu'il puisse prendre place

sur les bancs et monter à la tribune...

Ce résultat a été construit principalement grâce à la campagne de la nouvelle direction du Bloc de gauche après la convention nationale du parti de novembre 2014. Sa porte-parole Catarina Martins a été victorieuse et largement applaudie dans chaque débat télé en face-à-face avec le Premier ministre, le vice-Premier ministre et le chef de file PS. Elle a rassemblé le plus grand soutien populaire durant la campagne de toute l'histoire du Bloc de gauche. Le résultat électoral a confirmé cet accueil chaleureux dans tous les coins du pays durant les deux derniers mois. Et les deux partis formés par des dissidents du Bloc de gauche et qui ont pourtant bénéficié d'une large couverture médiatique (Livre et Agir) sont désormais condamnés à la marginalité politique, obtenant respectivement 0,72% et 0,38%. Le seul petit parti à entrer au Parlement

est PAN qui milite pour les droits des animaux et se dit prêt à soutenir tout gouvernement...

Vers une grande coalition ?

Avec une majorité de gauche au Parlement, le moment est venu pour le PS d'assumer ses responsabilités et essayer de négocier une alternative de gouvernement qui pourrait être soutenu (ou au moins sans opposition) par le Bloc de gauche et le Parti communiste. Mais la première réaction d'Antonio Costa, lors de la nuit électorale, a été d'affirmer que le PS ne mettra pas d'obstacle à l'approbation par le Parlement du programme de gouvernement de la droite (le Bloc de gauche et le PCP ont déjà dit qu'ils le rejetteraient), ce qui ouvre la voie pour une grande coalition de 3 partis signataires de l'accord avec la troïka qui soutiennent le traité budgétaire européen.

En termes pratiques, toute mesure supplémentaire d'austérité que le gouvernement PSD / CDS tentera d'imposer (en particulier la coupe de 600 millions d'euros sur les pensions qui a déjà été promise à Bruxelles) doit avoir l'accord du PS pour passer au Parlement. L'hypothèse de la chute de ce gouvernement et de nouvelles élections dans peu de temps n'est pas envisageable selon la loi portugaise: l'élection présidentielle a lieu en janvier prochain, l'actuel président ne peut pas dissoudre le Parlement dans les six derniers mois de son mandat présidentiel, et le Parlement ne peut être non plus dissous dans les six premiers mois du mandat du nouveau président...

De Lisbonne, Luis Branco (Traduit par Yvan Lemaître)

TUNISIE Mobilisations contre le blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali



Dans les rues de Tunis samedi 12 septembre. DR

Depuis janvier 2015, le pouvoir est exercé par une coalition dirigée par Nidaa Tounès, un parti se situant dans la continuité des gouvernements d'avant la révolution.

Fort logiquement, celui-ci cherche à franchir un pas supplémentaire vers la restauration de l'ordre ancien: sous couvert de relancer l'économie, un projet de loi dit de «réconciliation économique» se propose d'amnistier contre de l'argent les corrompus de l'époque de la dictature. Et comme on pouvait s'y attendre, ce texte a été accueilli favorablement par le patronat tunisien...

Un rejet massif, un pouvoir nerveux...

Comme l'a expliqué l'ancien prisonnier politique Ammar Amroussia, «rien ne peut justifier le blanchiment de ceux qui ont pillé l'argent public sans qu'ils ne rendent des comptes».

Pour obtenir le retrait de ce texte, des jeunes et des activistes de la société civile ont lancé le 27 août la campagne «Je ne pardonne pas». Structuré en coordinations régionales, ce collectif a organisé des mobilisations dans plus de 15 villes dont Tunis. Celles-ci ont le plus souvent été violemment réprimées par la police.

Se sont également opposés au texte proposé l'opposition politique et associative et l'UGTT. Des débats houleux ont également eu lieu au Parlement et dans les médias.

Jusqu'au dernier moment, le pouvoir a voulu empêcher les manifestations prévues le samedi 12 septembre. Il n'a cessé de répéter que toute manifestation était interdite dans le cadre de l'état d'urgence proclamé au lendemain de l'attentat meurtrier de Sousse. Jeudi 9 septembre, le ministre de l'Intérieur a même cherché à terroriser les manifestants potentiels en affirmant que des «cellules terroristes dormantes» se préparaient à viser les manifestants...

Mais les divers opposants n'ont pas cédé, et des défilés ont finalement eu lieu à Tunis, ainsi que dans de nombreuses localités, comme Sfax, Gafsa, Gabès, Tataouine, Tozeur, etc.

Ne pas mélanger les torchons et les serviettes

À cette occasion, le Front populaire, qui regroupe l'essentiel des organisations politiques de gauche, a refusé de se placer dans un positionnement du style «tout sauf les corrompus de l'ancien régime». Pour lui, il était hors de question de se retrouver le 12 septembre dans la rue au côté de forces certes opposées au pouvoir actuel, mais qui ont notamment participé aux violences contre le mouvement social et la gauche. C'était en premier lieu le cas des Ligues de protection de la révolution (LPR), aujourd'hui officiellement dissoutes, mais également celui du CPR de Marzouki au pouvoir au côté d'Ennahdha dans la période 2012-2013, et pour qui les LPR avaient fait campagne lors des présidentielles de fin 2014. Face aux atermoiements d'autres organisations sur ce point capital, le Front populaire a organisé de façon autonome son cortège à Tunis en compagnie des seules forces en accord avec sa démarche, et cette fermeté a payé. D'une part, le défilé dirigé par le Front populaire a été de très loin le plus nombreux de ceux qui se sont succédé à des heures différentes à Tunis. D'autre part, les forces issues des LPR n'ont pas osé venir, et les quelques dizaines de manifestants du CPR sont venus individuellement, de la façon la plus discrète possible...

La fait que le ministre de l'Intérieur ait réaffirmé jusqu'au dernier moment que toute manifestation était interdite en raison de l'état d'urgence a eu un effet boomerang dans la mesure où les manifestations du 12 septembre ont néanmoins eu lieu: ce vendredi 2 octobre, la Présidence de la République annonçait la levée de l'état d'urgence.

Dominique Lerouge

1 - Un récapitulatif des actions organisées par cette campagne est disponible sur le blog www.nawaat.org
Version longue sur le site du npa.

USA Primaires américaines: la bourgeoisie en tête

Les primaires des partis Républicain et Démocrate permettent à chacun de désigner son candidat pour la prochaine présidentielle. Le fait d'être désigné permet de se servir de l'infrastructure du parti pour mener ensuite campagne.

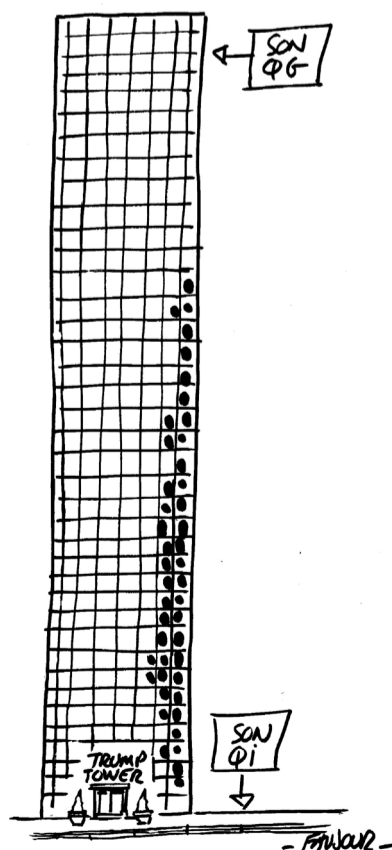
À travers les comités d'actions politiques (PAC), les grandes entreprises et les riches financent les campagnes des uns et des autres pour être sûrs que la politique menée par le futur président corresponde bien à leurs intérêts. Et s'il y a une différence de discours, cela tient plutôt au «cœur de marché» électoral de chaque parti: la classe ouvrière et la petite bourgeoisie blanches, les religieux, les hommes et les ruraux pour les Républicains; les femmes, le mouvement ouvrier organisé, les minorités et les urbains pour les Démocrates. Le but des primaires, c'est avant tout de rallier cette base dont les aspirations sont parfois contradictoires.

Côté Républicain, le milliardaire Donald Trump est actuellement en tête, suivi par Ben Carson, puis par Jeb Bush, gouverneur de Floride, fils et frère des deux anciens présidents. L'abandon probable d'une partie des

candidats va sûrement recentrer le débat, mais les propos outranciers de Trump (il a déclaré que les Mexicains qui traversent le Rio Grande à la nage de manière illégale étaient tous des «violeurs»...) séduisent la base des Républicains, notamment dans les États frontaliers du Mexique.

Sanders en trouble-fête ?

Chez les Démocrates, la sénatrice de l'État de New York, Hillary Clinton, femme de l'ancien président, est largement favorite. Le sénateur du Vermont Bernie Sanders et le vice-président Joe Biden arrivent tous deux loin derrière. Selon Sanders, «il faut une révolution politique contre la classe des milliardaires», un capitalisme semblable à celui des pays du Nord de l'Europe, avec un compromis où les patrons accepteraient de sacrifier une partie de leurs profits pour acheter la paix sociale. Sanders a voté pour la guerre en Afghanistan en 2001 et pour le soutien à Israël,



ainsi que pour certaines mesures limitant les libertés publiques.

Sur la question de Black Lives Matter, les Démocrates ont été silencieux jusqu'à ce que la pression du mouvement (envahissement des meetings par des activistes) les force à faire des déclarations de soutien au mouvement, et même à embaucher des activistes dans leurs équipes de campagne, des mesures aussitôt dénoncées comme cosmétiques par d'autres secteurs du mouvement. Sanders affirme se présenter non pas «contre Hillary, mais pour Hillary» et qu'il se rallierait à sa campagne sans conditions. Une partie des milieux militants dénoncent Sanders comme une simple manière de coopter le mouvement social, ainsi que le fait qu'il bénéficie du soutien d'une partie de l'appareil du Parti démocrate. Les activistes de Black Lives Matter restent sceptiques, même si certains se sont laissés tenter par l'idée de «changer les choses de l'intérieur». Et si les syndiqués semblent apprécier davantage Sanders qu'Hillary, le mouvement ouvrier officiel, l'AFL-CIO, ne donnera son soutien officiel qu'après avoir vu les résultats des premières primaires, en février prochain...

Stan Miller

BURKINA FASO

**Révolution
confisquée et lutte
pour la démocratie**

LE POIDS DE L'HISTOIRE

Bien qu'il soit rangé parmi les dix pays les moins développés de la planète, le Burkina Faso est un pays dont la population « ne se laisse pas faire ». Il compte de fortes traditions politiques et de mobilisation populaire dont la vivacité vient encore de se manifester ces dernières semaines...

Antérieurement, ce pays était appelé en langue française la Haute-Volta, selon une dénomination purement géographique. Depuis le 4 août 1984, il porte le nom de « Pays des intègres », combinant deux mots issus de deux des principales langues de ce pays multi-ethnique (le mooré et le dioula). Autrement dit, depuis le premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Thomas Sankara, qui a apporté tant de changements à ce pays de la zone Sahel.

Dans une période plus récente, des mobilisations populaires ont laissé des traces profondes dans lesquels s'inscrit la révolte récente contre le putsch réactionnaire. Parmi elle, les protestations consécutives à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo (1998), qui allaient durer une année et obliger le président Blaise Compaoré à procéder à une réforme « démocratique » de la Constitution.

2011: explosion sociale

En février 2011, c'est la mort d'un jeune lycéen dans la ville de Koudougou, Justin Zongo (sans lien de parenté avec Norbert Z.), qui met le feu aux poudres. Sous l'impulsion des révoltes en Tunisie et en Égypte – qui avaient alors fraîchement chassé les présidents respectifs –, la jeunesse lycéenne



Le 23 août 2014 dans les rues de Ouagadougou. DR

et étudiante descend dans la rue. Parmi les mots d'ordre, « Koudougou sera la Tunisie ! », ou encore « Le Burkina aura son Égypte ! ». Dans plusieurs villes, des bâtiments administratifs (police, tribunal, préfecture) seront brûlés. Dans la ville d'Ouhigouya, l'incendie des munitions dans le commissariat occasionne une série d'explosions qui dure dix-sept minutes d'affilée... Elles seront suivies d'une explosion sociale. À partir de la mi-mars, le mouvement étudiant prend le relais dans la capitale Ouagadougou, avec des manifestations de masse. Par la suite, il y aura des grèves : parmi les enseignants, à la société de téléphonie Onatel ou dans la mine d'or de Kalsaka.

Mais il y aura aussi des affrontements au sein de l'armée. À la mi-avril, c'est d'abord le RSP, troupe d'élite, qui se révolte pour des raisons matérielles qui lui sont propres : contre la perte de certaines primes liées à des opérations extérieures (Darfour, Côte d'Ivoire...). Mais fin mai, ce seront des troupes de base qui se révolteront à Bobo Dioulasso... avant d'être réprimées par le RSP, aux ordres du régime. De profonds clivages de classe existent aussi au sein de l'armée.

Ces événements auront largement contribué à affaiblir le régime de Compaoré, qui allait finalement chuter sur la prochaine vague de mobilisation de l'automne 2014, annonçant déjà sa fin.
Bertold du Ryon

NAISSANCE D'UN ESPOIR

Le Burkina Faso a connu de 1983 à 1987 l'expérience, peut-être la plus poussée, d'une politique de changement social qui a tenté de répondre aux aspirations des populations.

La prise du pouvoir par Sankara n'est ni un simple coup de force de quelques officiers progressistes ni une révolution populaire comme celle que nous avons connue récemment et qui a abouti à la chute de Compaoré.

Une genèse particulière

Cette prise de pouvoir combine une action d'un secteur de l'armée soutenue par une partie de la population. Si certains observateurs considèrent que Sankara a fait une révolution sans révolutionnaires, l'analyse peut sembler excessive dans sa formulation, mais a le mérite de pointer les difficultés qui surgiront pendant cette période qui restera décisive pour tous les progressistes africains.

En 1983, Sankara occupe la primauté du gouvernement d'Ouédraogo. Très vite, par ses déclarations et ses actions, Sankara va acquérir une popularité parmi la jeunesse urbaine et les jeunes officiers progressistes.

En conflit avec Ouédraogo, Sankara sera limogé, puis jeté en prison avec l'appui de la France. Immédiatement, de fortes mobilisations de protestation vont se dérouler, mais ce qui va être décisif dans la libération de Sankara et sa prise du pouvoir, reste l'intervention des commandos de l'armée acquis à sa cause. Cela même si Sankara considère cette

prise de pouvoir comme le prolongement des luttes populaires : « La révolution d'août a triomphé en se posant ainsi comme l'héritière et l'approfondissement du soulèvement populaire du 3 janvier 1966. Elle est la poursuite et le développement à un stade qualitatif supérieur de toutes les grandes luttes populaires. »¹

Le nouveau pouvoir incarné par le Conseil national de la révolution (CNR) va imprimer un changement radical au pays en tentant de se désengager au maximum d'une économie au service des pays riches et de leurs multinationales, pour se centrer sur la satisfaction des besoins sociaux des populations et la consommation des produits locaux.

Des réformes audacieuses

La question du remboursement de la dette aux pays riches va se poser, et dans son discours à la 25^e Conférence des membres de l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba, Sankara tente d'entraîner dans ce combat ses pairs. Si le discours fut brillant, la revendication ne sera prise en charge que par les mouvements sociaux. Les chefs d'État africains n'appréciaient guère ce nouveau genre de dirigeant qui donnait de mauvaises idées à leurs peuples respectifs.

Le CNR va concentrer ses efforts sur la paysannerie, la très grande

majorité de la population, par une aide financière en améliorant les systèmes d'irrigation, l'aménagement des routes, la lutte contre la déforestation et l'érosion des sols. Par contre, la mise en place d'une réforme agraire va rencontrer des difficultés dans la remise en cause d'une gestion complexe des terres prise en charge par les chefs coutumiers des villages. Des efforts volontaristes vont être fournis pour améliorer le système de santé et impulser une politique de vaccination.

Quant à la dimension féministe du nouveau pouvoir, elle ne s'est pas limitée à des paroles, mais à des actes concrets contre l'excision et la polygamie, pour le droit au travail, le but étant que les femmes puissent être actrices de leurs luttes contre l'oppression. Dès le début, l'idée que le peuple puisse présider lui-même à sa destinée va pousser à la mise en place dans tout le pays de Comités de défense de la révolution (CDR) chargés de la gestion d'un village, d'un quartier ou d'une entreprise, faisant fi des organisations déjà existantes. Cette erreur, tout comme la confrontation avec le mouvement syndical, a été une des sources de l'affaiblissement du CNR, ce qui a permis à Compaoré, Diendéré et ses sbires, de renverser et d'assassiner Sankara. Mais au-delà des erreurs et des échecs, cette expérience de rupture avec l'impérialisme au service des populations reste une référence et un point d'appui dans les luttes actuelles.

Paul Martial

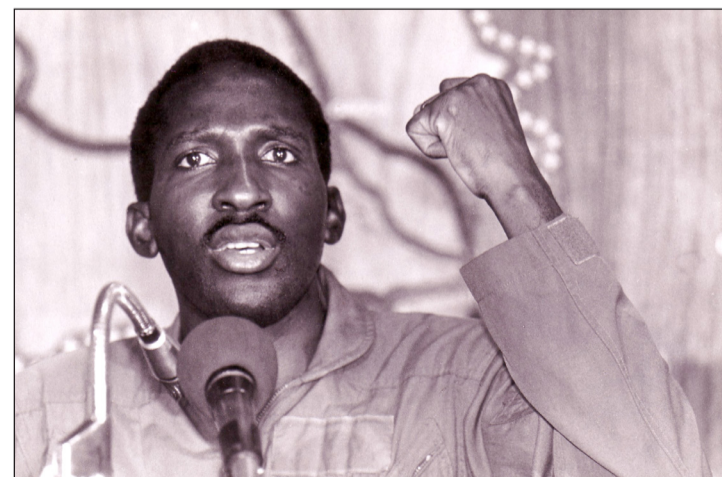
1 – Discours d'orientation politique du 2 octobre 1983.

SANKARA, UN COMBAT POUR L'

Qu'est ce qui peut pousser une personne à consacrer sa vie pour un combat pour une autre société ? Parfois une rencontre, parfois une expérience historique... Thomas Sankara va connaître les deux au cours de sa jeunesse.

La rencontre se produit au Prytanée militaire de Kadiogo (PMK), où Thomas Sankara est intégré après son BEPC. Dans cette école militaire, officie un professeur d'histoire, Adama Touré, ancien dirigeant du Parti africain de l'indépendance (PAI), qui va lui faire découvrir le marxisme. L'expérience, c'est à Madagascar, quand il est envoyé à l'école militaire d'Antsirabé pour la formation d'officier. Sankara va y vivre d'importantes mobilisations. En effet, ce pays connaît une effervescence contre le gouvernement du Président de l'époque, Philibert Tsiranana, qui mène une politique en faveur des intérêts néocoloniaux de la France. La jeunesse scolaire et les jeunes officiers malgaches sont particulièrement actifs dans la mobilisation qui débouchera sur la prise de pouvoir du capitaine de frégate Didier Ratsiraka qui mènera une politique de rupture avec le néocolonialisme de la France.

Sankara expliquait : « Il y a des journées qui renferment en



Thomas Sankara, l'espoir assassiné... DR

elles des enseignements d'une richesse comparable à celle d'une décennie entière. Au cours de ces journées, le peuple apprend avec une rapidité inouïe et une profondeur d'esprit telles que mille journées d'études ne sont rien à côté d'elles. »

Revenu au Burkina Faso, Sankara va prendre la tête du camp d'entraînement des commandos de la ville de Pô située à un peu moins de deux kilomètres de Ouagadougou. Ces commandos

vont se révéler décisifs pour la prise de pouvoir en 1983. À côté de son activité militaire, son militantisme continue, et il crée le Regroupement des officiers communistes (ROC). Sankara a acquis une popularité lors d'un bref passage comme ministre à l'Information dans le gouvernement du colonel Saye Zerbo, duquel il démissionnera en proclamant à la télévision : « Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple ! ».

COMPAORÉ BALAYÉ

UNE POPULATION MOBILISÉE ET ORGANISÉE

«*Le beau Blaise*» ne reviendra pas. Ami chouchouté par les grandes puissances (et notamment la France!) et autocrate qui s'est maintenu au pouvoir pendant 27 ans, l'ex-président rêvait bien d'un retour...

Le bras droit du président Compaoré, son chef d'état-major Gilbert Diendéré, fut décoré de la Légion d'honneur de la République française en 2008 par Nicolas Sarkozy. Il était à la tête du putsch déclaré le 17 septembre 2015. Il s'agissait bien de faire revenir le pays en arrière, avant la date du 31 octobre 2014. En effet, c'est ce jour-là que Blaise Compaoré a chuté sur la démesure de ses ambitions. Alors que la Constitution du pays limitait dans son article 37 le nombre de mandats présidentiels que peut cumuler un individu, le président en exercice depuis 1987 cherchait à faire sauter ce verrou. Pour ce faire, il avait convoqué une assemblée parlementaire qui était majoritairement à sa botte.

La farce du vote parlementaire a été interrompue par des manifestants en colère qui, les jeunes en tête, ont pris d'assaut les bâtiments officiels. La répression s'est soldée par une trentaine de morts, mais le président Compaoré fut obligé de «dégager». Un hélicoptère de l'armée française l'a alors exfiltré.

La France avait plusieurs fers au feu...

L'élément actif du putsch récent était formé par le RSP (Régiment de sécurité présidentielle), une troupe d'élite de 1300 hommes dotée de chars et d'armements lourds, désormais dissoute. Le

RSP avait été créé comme la garde prétorienne du président Compaoré et doté de riches privilèges matériels par le régime.

Les autorités françaises et de nombreux médias ont cultivé sur les derniers événements une position pour le moins ambiguë... Les États-Unis, désormais grand rival de l'impérialisme français en Afrique (ainsi que la Chine), ont joué un jeu plus nuancé. Parmi les unités militaires opposées au putsch et au RSP, certaines

– dont des régiments de parachutistes – avaient été formées auparavant par des militaires états-uniens. Pour les USA, il s'agissait surtout de disposer d'un contre-poids à l'influence française.

La politique française officielle, même si une partie de ses appareils ont certainement eu des liens étroits avec Gilbert Diendéré et les forces qui l'entouraient, a su aussi avoir plusieurs fers au feu. Les deux principaux candidats (non compaoristes) à l'élection présidentielle ont ainsi été reçus par le Parti socialiste français...

Bertold du Ryon

L'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 n'a pas été un soulèvement simplement spontané d'une population décidée à en finir avec la dictature...

C'est aussi le résultat d'une longue lutte pour ses droits démocratiques et sociaux dans un pays où jusqu'à présent – et en grande partie pour cette raison – les questions

ethniques et religieuses ont été pratiquement absentes de la scène politique, à la différence de bien d'autres pays de la région.

Sankaristes et communistes

À gauche (et à l'extrême gauche), deux courants existent réellement. Le premier se réclame de l'expérience sankariste. Longtemps divisé en une myriade de forces politiques durant la dictature de Compaoré, le mouvement sankariste a commencé à s'unifier autour de la figure de l'avocat Bénéwendé Sankara et de son parti Unir-PS. Il était crédité de 8-10% des voix avant la tentative de putsch. Le discours reste cependant un peu confus : à la fois radical sur certains points en exigeant depuis octobre dernier la dissolution du RSP, tout en s'inquiétant quelques mois après de la vague de grèves parfois «exagérée» même si elle était «légitime», au nom de l'impératif de la reconstruction d'une «économie nationale»...

Le PCR (Parti communiste révolutionnaire voltaïque) est l'un des trois partis d'origine maoïste qui compte à ce jour en Afrique, avec celui du Bénin et de Tunisie. Opposant à Sankara, il est resté jusqu'à aujourd'hui clandestin. Son influence réelle fait l'objet de nombreuses controverses, oscillant entre groupuscule et parti supposé diriger en coulisse l'essentiel du mouvement social à l'exception du «Balai citoyen». Pour l'instant, il n'a pas fait le choix de construire un parti large et légal, et les candidats qu'il soutient comme des «indépendants» (en supposant

que la législation ne leur fasse pas barrage précisément pour cette raison...).

Le développement du Balai citoyen

Dans un pays très majoritairement rural où la malnutrition fait des ravages, où la population est à 60% analphabète, et où la population active est à 90% non-salariée, l'organisation de la population pauvre est une gageure. C'est pourtant une réalité!

Fortement inspiré par le «printemps arabe» en 2011, le Balai citoyen a commencé à se structurer dès l'été 2013 avec le soutien du mouvement «Y'en a marre» apparu à la même époque au Sénégal. Ses principaux animateurs sont le rappeur Smockey (lequel n'est pas parti en fumée mais avait envie de «se moquer»!) et l'avocat Hervé Kam. Il a fait depuis des émules dans les pays limitrophes, et se structure dans le pays avec ses comités Cibal jusque dans la diaspora très nombreuse en Côte d'Ivoire.

Se référant en permanence à Thomas Sankara, il a joué un rôle très important et parfois controversé lors de l'insurrection d'octobre 2014. Il se définit comme une «sentinelle», refusant de s'impliquer directement sur le terrain électoral.

Richesse du mouvement social

Principalement autour de la CGT-B, le mouvement syndical joue un rôle très important, car extrêmement présent dans les lieux où sont concentrés les pouvoirs politiques et économiques du pays. Son influence tient aussi à la convergence politique et idéologique assez

sensible que l'on peut observer avec le reste du mouvement social dont l'ensemble forme une assez grande complémentarité autour de trois pôles :

– Au sein de la population pauvre avec le «Comité contre la vie chère» qui regroupe à la fois les petits commerçants, artisans, la grande masse du secteur informel, les gens des quartiers, en étant capable d'initier des mouvements de grève ou de boycott souvent en lien avec la CGT-B.

– Au sein de la jeunesse avec l'UGEB qui a toujours participé activement à la politisation de la jeunesse étudiante. Et depuis les années 2000, l'ODJ (Organisation démocratique de la jeunesse) qui tente d'organiser la jeunesse pauvre, parfois illettrée dans les campagnes, en s'appuyant sur une partie des étudiants de l'UGEB.

– Sur le terrain démocratique, avec le MDHP (Mouvement pour les droits de l'homme et des peuples), et avec le Ren-Lac dont l'action sur le terrain de la lutte contre la corruption rencontre un écho très important. Sans oublier le «Manifeste des intellectuels pour la liberté» fondé dès 1998 après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo qui a joué un rôle de creuset pour toute l'opposition radicale.

Au total, c'est bien l'ensemble de la population qui est touchée de près ou de loin, y compris les plus pauvres, y compris les femmes qui jouent un rôle très important au travers de ces organisations, dans un pays où pèse en même temps tout le poids des traditions héritées du passé.

Jean-François Cabral



AFRIQUE

VERS LA CONQUÊTE DE LA DÉMOCRATIE?

«Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple!»

Pris comme Premier ministre dans le gouvernement d'Ouédraogo, il s'opposera rapidement à l'aile conservatrice des militaires, ce qui lui vaudra d'être limogé et emprisonné.

Arrivé au pouvoir en 1983, il tentera de prendre des mesures de rupture avec l'impérialisme, tout en étant conscient des difficultés : «*Notre révolution est une révolution qui se déroule dans un pays agricole arriéré, où le poids des traditions et de l'idéologie secrétées par une organisation sociale de type féodal, pèse énormément sur les masses populaires.*»¹

Ce n'est pas pour rien que Sankara a souvent été comparé à Che Guevara : ils avaient en commun une volonté sincère et authentique d'être au service du peuple, une volonté de vivre parmi lui et comme lui. Sankara va vendre l'ensemble du parc des automobiles luxueuses des ministères et imposer aux membres de son gouvernement le voyage en classe éco en avion.

Et les deux hommes vont connaître le même destin tragique dans leur recherche d'une nouvelle voie pour l'émancipation humaine.

Paul Martial

1 – Discours d'orientation politique du 2 octobre 1983.

Mais quelle démocratie? La question est posée dès le soir du 31 octobre 2014...

Ce soir-là, sur la place de la Révolution, le lieutenant-colonel Zida s'avance sur la tribune, pour prendre la tête de la «transition», avant de laisser la place à un civil, Michel Kafando, comme président, lui-même occupant alors la place de Premier ministre. Isaac Zida était jusqu'à l'insurrection le bras droit du général Diendéré à la tête du RSP, le régime d'élite assurant la sécurité de Compaoré. Mais un militaire peut-il remplacer un autre militaire? Le Balai citoyen défend malgré tout cette option, la moins mauvaise selon lui «face au chaos», tandis que les milieux influencés par le PCR réclament l'élection d'une assemblée constituante. Depuis, la situation n'a cessé d'évoluer de manière contradictoire. La population a exercé une pression incontestable, surtout au début pour virer les plus corrompus jusque dans les municipalités. Et de fait, Zida a décidé de jouer sa propre carte face à son ancien mentor condamné à jouer les putschistes. Mais en sens

inverse, le Conseil national de la transition, réunissant anciens crocodiles et opposants issus de la société civile, n'a pas inauguré une franche rupture avec le passé. Très vite les mauvaises habitudes d'un pouvoir lié aux classes privilégiées ont repris le dessus : salaires de député mirobolants, aucune mesure sérieuse pour récupérer l'argent de la corruption, et bien sûr aucune réforme allant un minimum dans le sens de l'intérêt des plus pauvres depuis un an.

Diendéré, un putsch d'opérette?

Les deux candidats en tête aux présidentielles ne risquaient guère d'inquiéter la France : à la tête du MPP, Roch Marc Christian Kaboré est un ancien Premier ministre de Compaoré et ancien président de l'Assemblée nationale jusqu'en 2012. À la tête de l'UPC, Zéphirin Diabé a certes pris l'initiative de la coalition de l'opposition contre la modification de l'article 37, mais en toute responsabilité, avant d'être débordé par l'insurrection. Zéphirin n'a pas seulement participé lui aussi en son temps au régime de Compaoré. Il a été l'ancien directeur d'Areva-Afrique, et c'est bien entendu un franc libéral sur le plan économique. À bien des égards, le coup de force de Diendéré pouvait ressembler

à un putsch d'opérette, bien mal préparé, avec bien peu de soutiens. Mais n'a-t-il pas obtenu ce qu'il voulait dans le secret des tractations avec le soutien de la Cedeao (la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest)? Des garanties sur les cadavres qui dorment au fond des placards (dont celui de Thomas Sankara), et sur les fonds secrets accumulés dans les trafics de toute

sorte dans la région depuis deux douzaines d'années?

Pourtant la population n'a pas dit son dernier mot. Le putsch a sans doute réglé une question importante dans un pays où les militaires ont régné pratiquement sans interruption depuis 1966 : ce temps-là est fini! Et puis la résistance a réactivé une forme concrète de contrôle et de mobilisation à la base. Une option

vitale tant il est vrai que les élections maintenant prévues pour novembre ne résoudront aucun des problèmes sérieux du pays. Cela au risque de provoquer à terme un désenchantement dont pourront profiter toute sorte de courants aujourd'hui marginaux sur le terrain de l'ethnisme et de la religion, mais qui continuent à exister.

Jean-François Cabral



NOTES À L'ÉCOLE

Vallaud-Belkacem, réac ou révolutionnaire ?

La ministre a annoncé en grande pompe un nouveau bulletin, national, pour les écoles et les collèges. Il existe encore des zones d'ombre sur cette annonce, mais on peut déjà y déceler le jeu de dupes auquel se livre le gouvernement dans cette période de développement des idées réactionnaires.

Le ministère prétend encourager le recul de l'utilisation des notes au bénéfice de l'évaluation des compétences. Cela peut sembler très progressiste : regarder les tâches concrètes des élèves plutôt que les noter bêtement sur une échelle qui les discrimine, les décourage et ne dit rien sur les contenus appris. Mais, en y regardant de plus près, les choix de la ministre s'inscrivent en réalité dans les processus en cours depuis une dizaine d'années de libéralisation de l'école. En effet, d'après un rapport de l'IGEN de 2013, seuls 20 à 30% des écoles élémentaires (du CP au CM2) déclarent toujours utiliser les notes, essentiellement en CM2 pour préparer au collège... Et, surtout, il y a bien longtemps que les «compétences» ont perdu leur caractère progressiste dans l'Éducation nationale, visant aujourd'hui essentiellement à découper les tâches des élèves et à fliquer les enseignants.

Un pas supplémentaire... en arrière !

La réforme actuelle franchit un nouveau cap, s'appuyant sur le climat actuel qui fait croire que l'école serait responsable du chômage, que le niveau baisserait...

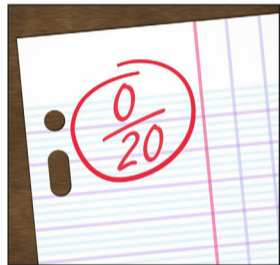
La ministre prévoit donc un bulletin, consultable en ligne, «aisément compréhensible par les parents, avec des évaluations par matière, et des évaluations sur la discipline, sur l'absentéisme».

Mais où est l'envie d'apprendre ? En «associant» les parents, le ministère déresponsabilise en réalité les deux principales parties prenantes : l'institution et les élèves. Et rien n'est dit sur le contenu des «compétences», mais il est bien possible que ce soit, comme c'est souvent le cas actuellement, des intitulés de deux lignes aussi incompréhensibles qu'inadaptés.

La ministre promet également de célébrer le diplôme du collège. Une façon de revenir à l'école de la IIIe République en valorisant les meilleurs... et donc en dévalorisant les moins performants.

Enfin, quand la ministre prévoit d'individualiser les enseignements et de supprimer les redoublements, on voit un des buts de la réforme : libéraliser, c'est-à-dire faire faire plus aux enseignants et aux élèves... avec moins de moyens. Le contraire des mobilisations actuelles qui demandent plus de moyens car justement, pour s'adapter aux besoins des élèves, il en faut moins par classe !

Antoine Larrache



La copie du gouvernement... DR

AIR FRANCE Le sale plan de vol de la direction

Le chœur des fidèles du Medef se dresse en soutien à la direction d'Air France et à ses «pauvres dirigeants violemment agressés», après les images du DRH Xavier Broseta s'enfuyant torse nu du siège d'Air France...

Un vrai réflexe de classe de Péresse, Macron, Hollande, Valls, Vidalies... avec le soutien de la CFDT, CGC... Tous ces gens-là ne ressentent pas un tel émoi devant les travailleurs dont les salaires sont bloqués, les postes supprimés, les carrières professionnelles brisées, et maintenant menacés de licenciement. Un déchirement bien plus grave que celui de la chemise (même de chez Hugo Boss!) d'un DRH.

Et il n'est guère étonnant que les mêmes qui pleurent sur le pauvre DRH n'aient guère d'état d'âme pour annoncer la renouveau de la compagnie qu'il faudrait sauver, de l'archaïsme des syndicats, de la violence frustrée des salariés trop bêtes pour comprendre les mutations économiques nécessaires que veulent mettre en œuvre leurs intelligents dirigeants...

Salariés rassemblés et mobilisés

Environ 3000 salariés, personnel au sol et navigants, souvent en uniforme, ont manifesté ce lundi 5 octobre devant le siège d'Air France, pour protester contre le plan présenté par la direction : nouvelle suppression de 2900 emplois, prétendument à cause de l'intransigeance du syndicat des pilotes.

Les manifestants ont fait sauter les barrières d'accès au siège, écarté les CRS et ont envahi le CCE. De Juniac, le PDG du groupe, n'avait pas daigné être présent, et celui d'Air France, Frédéric Gagey, s'était vite enfui... avec le secrétaire de la CGC ! Le DRH Xavier Broseta et le responsable de l'activité Long-Courrier Pierre Plissonnier qui voulaient aussi partir sans répondre aux salariés ont été hués. Suprême violence, M. Broseta a perdu sa chemise dans la bousculade et s'est enfui en escaladant les barrières avec le responsable du Long Courrier.

Derrière la mascarade, la rentabilité à deux chiffres

La direction a annoncé «d'ici 2017» 2900 suppressions d'emplois et 10% de baisse d'activité essentiellement



Devant le comité central d'entreprise ce lundi 5 octobre. DR

en Asie. Mais pendant ce temps, de nouvelles fréquences sont ouvertes sur plusieurs destinations. Derrière toute cette mascarade, le seul but de ces annonces est de développer la croissance en détruisant encore des centaines d'emplois, les accords collectifs, et d'augmenter la marge financière d'une compagnie qui se porte bien !

La direction veut économiser 1 milliard d'euros sur une masse salariale de 7,5 milliards. Mois après mois, la compagnie gagne des parts de marché, remplit ses avions à un taux record de 90% et maintient le prix de ses billets, même quand le prix du kérosène a baissé de moitié. Après avoir supprimé 8000 emplois, bloqué les salaires et largement dégradé les conditions de travail, c'est à une vraie défaite frontale que De Juniac veut arriver pour instaurer une rentabilité à deux chiffres. Il joue un plan à la Thatcher pour briser durablement la combativité des salariés et asseoir des syndicats «responsables» menant une politique de collaboration.

Refuser une défaite définitive

La première cible est le personnel navigant technique (les pilotes),

avec une grande mise en scène médiatique. Plusieurs semaines de négociations où la barre a été mise volontairement très haut par la direction, de manière clairement provocatrice : exiger 100 heures de vol (équivalent à 200 heures de travail) de plus par an pour le même salaire. Vu l'échec des négociations, la direction annonce quelques fermetures de lignes... et la suppression de 300 postes de pilotes. Mais, en cas de signature, grâce aux gains de productivité, la direction annonçait aussi 300 suppressions de postes ! La direction veut une défaite du syndicat majoritaire, le SNPL, qui vient de refuser le 30 septembre de mettre sa signature au bas de l'accord. Et la presse et le gouvernement de dénoncer ces «privilegiés qui vont faire couler la compagnie».

La défaite des pilotes est nécessaire pour parachever le deuxième volet de l'attaque : les 14000 hôtesses et stewards. Le but est là aussi d'obtenir de 15 à 20% de gain de productivité, par une augmentation des heures de vol, la diminution des jours de repos et des repos en escale, et par une diminution des compositions équipage dans les avions. Deux des trois syndicats représentatifs viennent de refuser la signature à la baisse de leur accord collectif.

Ensuite, le but sera d'enfoncer le clou par de nouvelles attaques contre les personnels au sol (30000 salariés), avec le soutien de la CGC et de la CFDT (au moins...).

Ces deux syndicats ne cessent de répéter que si les pilotes ne signent pas l'accord, il y aura des milliers de licenciements au sol. Une façon de dédouaner la direction des attaques déjà prévues, contre les salariés des escales de province, Marseille et Bastia en tête, Orly et Charles-de-Gaulle (CDG) ensuite.

Plan A ou B, encore des milliers d'emplois supprimés ?

Loin d'un «dialogue social» qui ne laisse la parole et toutes les décisions qu'aux employeurs, seule la mobilisation peut faire reculer un patronat toujours plus exigeant pour le seul bénéfice des actionnaires. Le gouvernement, loin d'être une aide dans ce combat, est bien évidemment au côté de la direction.

Le plan d'Air France, essentiellement basé sur la division des salariés, était bien rodé et très largement relayé par les grands médias. Mais en se mobilisant ce lundi toutes catégories de personnels confondus, les salariés ont montré qu'ils n'étaient pas dupes ! La manifestation massive du 5 octobre montre qu'une réaction unitaire s'est mise sur pied, facilitant la résistance actuelle des syndicats des navigants. Pour l'instant, cette intersyndicale résiste à l'offensive déchaînée des médias. De nouvelles échéances de mobilisation seront nécessaires pour maintenir et augmenter ce rapport de forces.

Correspondants

LYCÉE Dans le collimateur du gouvernement

Le 29 septembre, la Cour des comptes vient de rendre un rapport détaillé sur le coût du lycée. Najat Vallaud-Belkacem se félicite de «[réaliser] chaque année des efforts pour réduire le coût du lycée général et technologique»...

Au-delà des constats généraux, la Cour des comptes donne un certain nombre de pistes pour continuer à diminuer le «poids» que représente l'éducation dans le budget de l'État. La Cour des comptes félicite les régions d'avoir réduit le nombre de personnels non enseignants (ATTE), pour alléger la facture. En outre, il s'agit de continuer à augmenter le nombre d'élèves par enseignant, c'est-à-dire d'en finir avec les classes à effectifs réduits, notamment en lycée professionnel. Ensuite, il faut s'attaquer au coût moyen

des enseignements «facultatifs» qui est largement supérieur à celui des enseignements du socle commun de connaissance (français, mathématiques...). Enfin, il est nécessaire de diminuer le nombre d'heures d'enseignement par semaine, autant pour les jeunes que pour les enseignants.

La dernière pierre de la refonte de l'école

Ce rapport arrive deux mois après le rapport Bréhier sur les liens entre le lycée et l'enseignement supérieur, dont les conclusions économiques sont identiques. Le rapport



PHOTO THÉRIER ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Bréhier donne la ligne de fond du gouvernement : la réforme à venir du lycée s'inscrit dans la continuité de la réforme des rythmes scolaires pour les écoles et de la réforme du collège...

Il s'agit d'en finir totalement avec la «mixité sociale», au profit d'établissements pour l'élite... et d'établissements de seconde zone, où les jeunes seront triés selon le dogme : «conduire 100% des élèves

d'une classe d'âge au niveau du socle commun de connaissances, 80% des élèves au niveau du baccalauréat et 50% d'une génération à un diplôme de l'enseignement supérieur.»

Trois niveaux qui recouvrent presque parfaitement la division en classe sociale de la société. Le tout dans la logique de diminuer les dépenses de l'État.

Raphaël Greggan

BANQUES

Les mécanos de la Générale

L'annonce que la Société générale envisageait de supprimer 400 agences d'ici 2020 a entraîné récemment un buzz médiatique. Alors que les nouveaux moyens de communication – et la baisse de fréquentation des agences qu'ils entraîneraient – sont mis en accusation, c'est plutôt du côté de la recherche d'une augmentation des profits qu'il faut regarder.

La divulgation par une organisation syndicale des projets de la Société générale a fait l'effet d'une bombe car les chiffres annoncés – une agence sur cinq d'ici cinq ans – représentent une restructuration d'ampleur. Du jamais vu dans la profession.

Concurrence acharnée

Venant dans le prolongement de l'annonce d'un plan de suppressions de 420 postes dans les services centraux, ce projet comporte évidemment la menace d'une nouvelle réduction drastique des effectifs de la banque. Pourtant, si la Société générale

PÔLE EMPLOI La chasse aux chômeurs, c'est parti!

Les chiffres du mois d'août viennent de tomber (+20 000 inscrits) et la durée moyenne de la durée du chômage augmente (près de 18 mois)... C'est dans ce contexte qu'a débuté ce 1^{er} octobre la généralisation du contrôle des chômeurs. L'argument officiel : mieux accompagner les demandeurs d'emploi!

Dans les faits ça se passera comme cela : un premier contrôle sera fait à distance dans le dossier informatique, sur l'espace personnel, au travers de l'utilisation ou pas d'outils de recherche mis en ligne (création de profils, CV en ligne, abonnements aux offres...). En cas de doute, un questionnaire sera envoyé, puis un contact téléphonique, et enfin en cas de doute persistant une convocation à un entretien de contrôle... Les motivations de cette « police privée » de Pôle emploi? Augmenter la pression sociale sur les chômeurs et les agents de Pôle emploi. Pourtant il y a 5,5 millions de chômeurs inscrits... pour 320 000 offres sur le site de Pôle emploi! La mise en œuvre des politiques de contrôle et de sanction des chômeurs n'a jamais été évaluée en France. Aucune étude sérieuse permettant une analyse précise de ces mécanismes n'a été menée. Les seules études menées en Europe montrent sans surprise que les emplois retrouvés sont précaires et mal payés. Par ailleurs, la menace du contrôle influe sur les stratégies de recherche d'emploi. Le chômeur, susceptible d'être contrôlé, se concentre sur des formes de recherche d'emploi observables, et donc contrôlables. Quitte à ce que ces canaux ne soient pas les plus opérants...

La pression et le contrôle, mais pas pour tout le monde...

Le but final de tous ces contrôles est donc bien d'augmenter la pression sur les seuls demandeurs d'emploi pour qu'ils acceptent n'importe quel petit boulot sans sourciller. Au-delà des équipes spécialisées (200 agents en tout), il s'agit aussi d'associer tous les conseillers à ce contrôle (ils seront par exemple avertis des chômeurs en cours de contrôle), et il est également prévu explicitement d'encourager les conseillers à faire du « signalement » de demandeurs d'emploi aux équipes de contrôle. En clair de la délation!
En ce qui concerne les entreprises, c'est tout le contraire qui se met en œuvre. Les entreprises peuvent enregistrer et diffuser leurs offres sans passer par un conseiller et maintenir des pratiques en terme de recrutements sans aucune dispositions contraignantes de la part de Pôle emploi. Sans parler des milliards d'exonération de cotisations... sans aucun résultat.
Après une action unitaire le 9 juillet dernier (lors du vote du CCE de Pôle emploi sur ce dispositif), d'autres actions associant organisations de chômeurs et certains syndicats ont eu lieu (ainsi une occupation Pôle emploi à Toulouse) ou sont prévues, notamment un forum¹ les 24 et 25 octobre à Paris. Au programme, des tables rondes sur l'indemnisation du chômage, minima

sociaux, fonctionnement de Pôle emploi, pour un nouveau statut du salarié ou du producteur. Et aussi des perspectives d'actions, avec l'élaboration d'une plateforme, notamment en vue des « négociations » de la prochaine convention assurance chômage. À suivre.

Correspondant

1 - À l'initiative d'AC! (Agir ensemble contre le chômage) avec le soutien et la participation de : Mouvement national des chômeurs et des précaires (MNCP), Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (APEIS), Coordination des intermittents et précaires (CIP), Réseau salarial, Actuchômage, Syndicats SUD-Pôle emploi et SNU-FSU Pôle emploi, Collectif national pour les droits des femmes (CNDFF), Fondation Copernic...



Affiche d'étudiants de la fac des sciences... en mai 1968.

COMMERCE Pour nos dimanches et nos nuits, mobilisation générale!

Sans surprise, le décret définissant les Zones touristiques internationales (ZTI) puis les arrêtés délimitant les douze ZTI sur Paris ont été successivement publiés au Journal officiel les 24 et 26 septembre derniers. Les négociations, nécessaires à l'ouverture dominicale permanente et jusqu'à minuit de ces zones, ont commencé...

C'est Sephora qui a ouvert le bal en signant un accord, devenu majoritaire après la trahison de la CFDT, sur le travail dit « en soirée », avec des contreparties minimales et soumis à référendum. C'est un plébiscite annoncé : non seulement la CGT et SUD, qui continuent à s'opposer, ne sont pas associés à l'organisation du scrutin, mais le bulletin de vote va jusqu'à préciser que « être favorable ne signifie pas être volontaire pour travailler en soirée »!

Le syndicat patronal des grands magasins, l'UCV, a lui fait part de ses propositions au niveau de cette branche : plus le salarié travaille le dimanche, moins la majoration est forte! On passe ainsi du doublement du salaire à 30% à partir du seizième



La banderole anti-Macron de SUD.

dimanche annuel travaillé. Et pour la prise en charge des frais de garde d'enfants, il faudra se contenter d'une moyenne de 1,82 euros par heure travaillée pour celles et ceux qui travaillent tous les dimanches de l'année...

La résistance ne fait que commencer

Les salariéEs et leurs syndicats n'ont pas dit leur dernier mot : massivement révoltés par le fait de se retrouver dans des zones promises à l'ouverture alors que ce n'était initialement pas le cas, et face aux propositions provocatrices des employeurs, la colère monte. En parallèle des

recours en justice qui vont être déposés contre l'application de la loi, c'est le moment de se bouger, surtout à l'approche des fêtes de fin d'année. En particulier, le CLIC-P appelle à faire du jeudi 15 octobre prochain une journée de grève générale dans le commerce parisien, avec une manifestation qui partira à 11h de l'Hôtel de ville pour se rendre à l'UCV près des grands magasins. Suite au bras de fer entre Hidalgo et Macron sur cette question, *Libération* écrivait qu'« un affrontement social à la veille des régionales n'est pas le rêve de Matignon ». Alors décevons-les!

LD

CASTMETAL (25) Quatre ouvriers déboutés, révoltant!

Petit rappel : en début d'année, une partie des ouvriers de Castmetal à Colombier-Fontaine (groupe Safe Metal) décide de quitter la CFDT trop complaisante avec le patron pour créer une section CGT (voir *L'Anticapitaliste* n°292)...

Gros émoi au sein de la direction qui a vu d'un mauvais œil son pouvoir contesté. Faut dire qu'elle règne en maître sur cette fonderie, jouant sur le fait que l'effectif de la production est essentiellement composé de travailleurs étrangers, à 80% de Turcs à qui on n'a jamais donné la possibilité de s'intégrer. Qu'à cela ne tienne, pour détruire le syndicat, le chef de personnel reproduit une tactique familière (car utilisée dans une autre usine précédemment) : se servir d'un ouvrier sous contrôle pour provoquer un conflit et lancer une procédure de licenciement pour faute grave contre les ouvriers indésirables... en l'occurrence 5 syndiqués CGT. Il s'est avéré que, lors de l'altercation, trois d'entre eux n'étaient pas là (dont un en accident du travail...) et qu'il n'y a pas eu passage à l'acte, témoins à l'appui. Malgré les preuves évidentes de « coup monté », les 5 salariés ont été licenciés en mai dernier.



Castmetal bloqué en mai dernier. Le feu brûle encore... DR

En appel

Ils en ont donc référé aux prud'hommes. Aucune mesure disciplinaire jusqu'alors, aucun avertissement pendant plus de 20 ans de présence, de vrais licenciements pour discrimination syndicale, a plaidé leur avocat...

Le conseil des prud'hommes (en référé) en a décidé autrement : la direction n'aurait pas eu de preuve de leur appartenance syndicale, elle ne pouvait donc les licencier pour ça... « Ce qui est faux, deux preuves de leur appartenance syndicale avaient été produites », dit l'avocat.

Le cinquième, travailleur protégé, a été réintégré suite à la décision de l'inspecteur du travail. Les 4 militants déboutés ont encore la possibilité de faire appel et de saisir le conseil des prud'hommes sur le fond. Mais c'est un long cheminement, et il faut bien vivre en attendant! En tout cas, cette décision des prud'hommes nous laisse abasourdis et nous révolte!

CorrespondantEs



Bientôt fermée? PHOTO THÉRIE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

a été mise en avant, elle n'est pas la seule à prévoir, au nom de la place prise par le numérique dans la relation entre la banque et ses utilisateurs, la réduction du nombre de ses agences. L'ensemble des réseaux bancaires, français comme internationaux,

annoncent et mettent en application une diminution du nombre de leurs agences et une modification de l'organisation de la relation clientèle qui sous prétexte de s'adapter aux nouveaux comportements – en particulier des jeunes – cherche en réalité à pousser les utilisateurs vers la banque en ligne et vers plus de segmentation et de sélection.

95% de la population ayant un compte en banque, c'est au travers d'une concurrence acharnée sur les produits bancaires et les offres de services que se déroule la bataille pour gagner des « parts de marché » de clientèle.

Vous avez dit « plan de sauvegarde de l'emploi »?

Simultanément, les banques poursuivent leur politique de réduction des effectifs dans tous les secteurs d'activité, en profitant des départs en retraite massifs de la génération embauchée dans les années 70. Fermetures d'agence, plan de sauvegarde de l'emploi, suppressions et regroupements de services se multiplient alors que toutes les banques affichent des profits importants et bénéficient du CICE accordé généreusement par le gouvernement.

Si jusqu'à présent, la plupart n'ont pas procédé à des licenciements du fait des départs en retraites, les PSE mis en place en comportent la menace explicite. Loin de compenser ces départs, les embauches réalisées se font essentiellement dans les secteurs de banque en

ligne et dans les réseaux d'agence qui désormais sont sur la sellette, avec à la clé la possibilité de mobilité contrainte voire de licenciements secs. Parallèlement, la dégradation des conditions de travail s'amplifie dans l'ensemble des secteurs.

Le numérique a bon dos...

Car si la fréquentation des agences diminue, la responsabilité en incombe d'abord aux banques elles-mêmes qui l'organisent en réduisant le nombre de guichets de proximité au profit de plus grosses structures déshumanisées dotées d'automates qui ne peuvent répondre à l'ensemble des besoins. La réduction des effectifs conduit à l'augmentation des files d'attente qui finalement incitent de nombreux utilisateurs à se servir du téléphone ou

d'Internet, ou à choisir des banques en ligne qui sont pourtant toutes des filiales des principales banques. Et la boucle est bouclée.

Ces politiques qui visent à concentrer l'activité sur des plateformes et donc à faire des économies d'échelle sur les effectifs et les locaux, servent la recherche du profit au détriment des usagers et du rôle de service public que devraient avoir la banque. Elle conduit aussi à accroître la désertification des zones rurales et des banlieues pour favoriser une clientèle plus aisée et manipulant plus facilement les outils informatiques. L'inverse d'une politique au service de la population qui ne pourra s'appliquer qu'avec la mise en place d'un monopole public bancaire sous contrôle des usagers et des salariés.

Côme Pierron

Les comités en action!

Rennes (35) 1500 manifestantEs pour l'ouverture des frontières. Grande, populaire, dynamique, samedi 26 septembre, la manifestation de Rennes a été une vraie réussite. Les rues de Rennes ont donc connu la plus importante manifestation de soutien aux immigréEs de ces dix dernières années. L'initiative en revient au Collectif de soutien aux personnes sans-papiers, rapidement relayé par un appel unitaire regroupant un grand nombre d'associations de solidarité (notamment Un toit c'est un droit, qui organise squats et campements d'accueil) et l'appel de partis politiques (ÉELV, Ensemble, LO, NPA, PCF).



La manifestation joyeuse, sous un beau soleil breton, a impressionné par sa puissance, son dynamisme, la présence de nombreux jeunes lycéenEs et étudiantEs, une assistance très populaire. À noter la participation de nombreux migrantEs, et demandeurEs d'asile, en particulier les Somaliens du campement du Parc des Gayeulles, à la rue depuis juin à cause du cynisme de la préfecture et de la mairie de Rennes.

Le NPA est très investi dans les luttes locales de défense des sans-papiers, demandeurEs d'asile, migrantEs, et collabore activement avec les associations. Cela s'est traduit par une présence dans le cortège très remarquée, l'animation d'un des pôles les plus dynamiques, combattifs, bruyants de la manifestation. Cette belle mobilisation va renforcer, c'est certain, la détermination de toutEs pour les prochaines actions, ceci dès les prochains jours. À suivre sur: <http://www.anticapitaliste-35.org>



Comme lui, ne ratez pas un numéro de **L'Anticapitaliste**, **ABONNEZ-VOUS!**



Profitez de notre promotion d'essai: 10 euros pour trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Formulaire d'abonnement en page 12

Notre plan A: soutenez le NPA!

Pour faire payer leurs crises aux capitalistes, nous n'avons pas de « Plan B », seulement un « Plan A »: l'auto-organisation et les mobilisations unitaires, démocratiques et radicales de tous les exploités et opprimés dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société.

La chute du gouvernement PS-Medef est une étape incontournable de cette perspective. La droite en a rêvé, Sarkozy a beaucoup gesticulé et surtout tout bousculé. La « gauche » de Hollande-Valls, elle, assume l'héritage, passe à l'action et sidère le mouvement social et ouvrier. Jamais les attaques contre le monde du travail n'ont été aussi rapides et profondes. Le renversement de l'Union européenne telle qu'elle existe, avec ses traités, ses institutions et sa monnaie, est aussi une étape incontournable dans cette perspective. C'est bien l'impitoyable leçon de la capitulation du gouvernement Tsipras sous la pression criminelle et coloniale des « créanciers ». Mais c'est aussi le cruel enseignement de la gestion anarchique et tout aussi criminelle de l'afflux de migrantEs par des gouvernements cyniques et nationalistes.

Cette perspective de transformation révolutionnaire de la société, nous la construisons dès maintenant en luttant, au jour le jour, sur tous les fronts de la lutte des classes: sur nos lieux de travail et de vie, dans la rue et les entreprises, dans



nos syndicats, collectifs et associations, contre l'exploitation et toutes les oppressions (de genre, de race, d'orientation sexuelle), en solidarité avec tous les combats internationaux des peuples en lutte contre les guerres impérialistes et les régimes sanguinaires.

In-dé-pen-dant!

Le NPA n'est évidemment pas ce « Plan A » à lui seul. Mais nous

pensons qu'il en est un rouage essentiel. Et pour le faire tourner, il faut (aussi) de l'argent. De l'argent pour soutenir des causes et des luttes, éditer notre matériel, nous déplacer, payer des loyers et des charges, rémunérer des permanents, sans oublier les très onéreuses élections de notre chère V^e République...

Le NPA est un parti indépendant des institutions, étranger aux magouilles en tous genres, qui ne vit que des cotisations de ses membres et des dons de ses sympathisantEs. Cette année encore, nous lançons donc une campagne financière jusqu'au 31 décembre. D'ici cette date, notre hebdomadaire traitera régulièrement de cette campagne financière: comment dépensons-nous notre argent? Comme les autres partis gagnent et dépensent leur argent (accrochez-vous...)? Comment les règles de financement de la vie politique ont-elles évolué? Plus généralement, on nous parle d'argent sans jamais rien nous expliquer, voire en nous mentant éhontément: « le trou » de la Sécu, la dette publique, les « charges » sociales, etc. Autant de questions immédiatement financières, mais politiques en leur fond, et qu'il est donc important de traiter. **Sylvain Madison**

Aidez-nous!

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé: vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2! Moyennant un peu de patience avant le remboursement, vous pouvez donc multiplier votre don par 3!

Un seul lien pour donner en ligne: <http://souscription.npa2009.org>

Une seule adresse pour envoyer vos chèques (à l'ordre de NPA souscription): **NPA souscription 2015, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil**

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port, et si deux noms apparaissent sur le chèque, précisez à qui imputer le don.

Une seule limite de datation et d'envoi: **avant le 31 décembre 2015 à minuit**

Et une seule adresse pour toutes vos questions: souscription@npa2009.org

Tribune

Grèce: un « gouvernement anti-austérité » à l'épreuve des faits

Loin d'être une surprise, la signature par Tsipras du troisième « mémorandum » s'inscrit dans la trajectoire de Syriza qui, au lieu d'organiser et d'en appeler à la mobilisation des classes populaires contre la troïka, a choisi de gouverner avec le parti de droite ANEL, d'accepter un « compromis » sur le paiement de la dette ou encore de trouver un accord militaire avec Israël.

Les luttes sociales ont reculé ces dernières années, et depuis qu'il gouverne, le parti « anti-austérité » n'a fait qu'alimenter la démobilisation. Syriza prétendait mettre fin à l'austérité tout en respectant les institutions bourgeoises et la propriété capitaliste, et en négociant avec l'Union européenne (UE). Mais les faits prouvent que rompre avec ces politiques exige un programme anticapitaliste, qui ne peut être imposé que par une lutte massive de notre classe. Un gouvernement « réformiste » refusant cette mobilisation est condamné à trahir rapidement ses engagements, même limités, parce que la crise capitaliste n'offre pas de répit. Si nous souhaitons dissiper les illusions et la confusion, il est impossible de présenter ce type de « gouvernement anti-austérité » comme une perspective pour notre camp.

Aucun raccourci possible

Bien sûr, un programme anticapitaliste serait incompatible avec l'UE et sa politique, mais il le serait surtout avec l'ordre bourgeois, que ses représentants soient à Bruxelles ou à



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Athènes. La rupture avec l'UE serait une conséquence du combat pour imposer un tel programme, et non l'inverse. Ce combat ne pourra être mené que par un puissant mouvement de grèves et de manifestations, par l'auto-organisation de la classe ouvrière imposant son contrôle sur l'économie. Un gouvernement des travailleurs, issu de leurs luttes, s'adresserait par-delà les frontières au monde du travail et à la jeunesse pour opposer l'union des classes populaires d'Europe à cette union des bourgeoisies qu'est l'UE. Tout souverainisme, tout repli national

est un danger: il n'y a pas de solution en dehors d'une politique de lutte et d'indépendance de classe, forcément internationaliste. Nous n'opposons pas la mauvaise Europe et le bon État national; le mauvais euro et la bonne drachme: après la capitulation de Tsipras, reprendre son programme en y ajoutant le retour à la drachme et une dévaluation compétitive ne peut que préparer de nouvelles défaites. Il est positif qu'une large majorité d'Antarsya ait décidé de participer aux élections avec l'EEK (Parti révolutionnaire des travailleurs)

pour défendre le non-paiement de la dette, la nationalisation des banques et l'expropriation des grands groupes capitalistes sous contrôle des travailleurs, la rupture avec l'UE. L'existence d'un pôle politique anticapitaliste et révolutionnaire, même faible électoralement, est décisive pour les luttes sociales à venir contre l'austérité et ses conséquences, qui ne pourront se mener qu'en opposition à Syriza. Les révolutionnaires de Grèce, quels que soient leurs choix tactiques (participation à Unité populaire, à Antarsya, etc.), devraient se coordonner, maintenir des liens, dans l'objectif d'une politique indépendante des réformistes. Mais le programme d'Unité populaire insiste sur le développement d'un capitalisme national et ses dirigeants veulent recommencer la Syriza d'avant 2013... celle qui a mené à la Syriza d'aujourd'hui. Une conférence européenne de soutien à un prétendu « plan B », basé sur la sortie de l'euro en lieu et place de la remise en cause du capitalisme, ne représenterait pas une avancée. Une coordination au niveau européen devrait viser la convergence des luttes contre les politiques antisociales des gouvernements, du patronat et de leur UE, autour d'échéances concrètes de mobilisation. Dans un tel cadre, nous pourrions défendre notre programme anticapitaliste révolutionnaire, sans en faire un préalable à l'action commune. C'est notre seul plan: tout le reste est une voie sans issue pour notre classe. **L'équipe d'animation du courant Anticapitalisme et Révolution**

Cinéma

« Une histoire de morts entre les mains de la police »

Entretien. Originaire de la région de Saint-Nazaire, **Luc Decaster**, après des études de chaudronnerie, arrive en région parisienne comme dessinateur chez Chausson. Il devient professeur d'histoire avant de passer à la réalisation de films autour de l'histoire des immigrés et des sans-papiers. Il réalise *On est là, Dieu nous a pas fait naître* avec des papiers, *Rêve d'usine* (autour de la fermeture de l'usine Épéda). Sorti ce mercredi 7 octobre, *Qui a tué Ali Ziri?* est son dernier film.

Quel est le point de départ de ton film ?

Luc: Ali Ziri, c'était un vieux monsieur de 69 ans résidant dans un foyer Sonacotra, et interpellé avec un ami le 11 juin 2009 à la sortie d'une fête pour le futur mariage de son fils. Ils sont arrêtés, molestés, embarqués dans un fourgon en direction du commissariat d'Argenteuil. Ils sortent inanimés du fourgon, et on apprendra deux jours plus tard qu'Ali est décédé, officiellement en raison d'un problème cardiaque. Dès le lendemain, une manifestation silencieuse de 1200 personnes réclamait que la vérité soit établie, avec la création d'un collectif « Vérité et justice pour Ali Ziri ». En juillet, nous apprenions que le corps d'Ali comportait 27 hématomes et que sa mort n'était pas due à un arrêt cardiaque. La technique du « pliage » du corps, qui empêche la victime de respirer, a dû entraîner la mort. Une longue quête de justice commence.

Que montre le film ?

Luc: Je tourne des choses qui m'intéressent, souvent à Argenteuil où les gens me connaissent, me voient souvent avec ma caméra. Ce tournage a commencé il y a 6 ans. Il ne s'agit pas d'une enquête policière, c'est une histoire de morts entre les mains de la police, comme une dizaine d'autres chaque année. Cette affaire illustre aussi l'absence d'indépendance de la justice. Quatre juges d'instruction ont été successivement désignés. Après trois non-lieux cassés par la Cour de cassation, le procès a été dépaycé à Rennes où a été prononcé un nouveau non-lieu, ignorant



tout ce qu'avait demandé la Cour de cassation : la reconstitution des faits, l'interrogatoire des témoins, le visionnage de la vidéosurveillance du commissariat...

De tels faits sont courants. Chaque année, des jeunes ne ressortent pas vivants ou très esquinés des commissariats. Et tous, ou presque, ont des « têtes d'étranger ». « On ne fait pas le procès de la police ni de la justice, mais celui de ces policiers, de ces juges d'instruction », dit un témoin. Amnesty International pose la question de l'indépendance de la justice : « Les policiers sont-ils au-dessus des lois ? »

Ton travail a aussi un autre « objectif »...

Luc: J'essaie de montrer le quotidien des choses, de la vie des gens, pas forcément au moment d'un événement. Je m'installe dans la durée. Je filme dans un rapport de

confiance. Pas de questions. Quand je filme le collectif, je ne cherche pas à démontrer, je ne supprime pas les débats qui gênent, quand par exemple une discussion s'engage pour « savoir s'ils ont bu... Avoir bu ne justifie pas d'être assassiné... et puis Ali était passager pas conducteur... » Dans les réunions, on voit émerger les capacités des individus, des personnalités qui réfléchissent, agissent.

Je ne suis pas dans la même démarche que certains de mes copains, camarades, qui, par le sujet qu'ils traitent, sont classés comme « réalisateurs militants ». Ma forme de militantisme s'exprime à la fois dans le fond et dans la forme.

Le film est réalisé et produit avec peu de moyens, et même, pour la première fois sans aucun argent du CNC ou de la Région, mais grâce à une souscription.

J'essaie de garder indépendance et distance, de laisser au spectateur la place pour sa propre réflexion, sa propre analyse. Placer des commentaires explicatifs et jouer de l'insistance, de la redondance, c'est reproduire le système des médias que par ailleurs nous dénonçons parce qu'ils chloroforment les esprits. Je crois vraiment aux capacités de réflexion et d'imagination du spectateur. Et au plaisir de découvrir.

Claire (monteuse du film) : Le film est basé sur l'inconnu, la surprise, sans savoir ce qui se passera demain. Le contenu du film s'appuie sur des interrogations qui se poursuivent pendant cinq ans. Donc difficile d'avoir l'agrément du CNC, et des financements basés sur des

factures. Pour les films de Luc, il y a plutôt un refus de se laisser enfermer dans un projet ficelé. Pas de déclaration, pas d'affirmation, on pose des questions. Au bout du compte, le film dépasse son sujet initial, pose la question de notre rapport à la politique, à la société. Monter un film avec Luc, c'est une construction, une sculpture avec forme et rythme plus « physique » que l'écriture. Il ne s'agit pas de documentaire formaté dans les 52 minutes de la télé, passant à 2 heures du matin. La télé, le cinéma offrent de moins en moins de liberté pour un cinéma différent.

Malgré tout, le film va être en salles ?

Claire : Bien sûr, dans des salles militantes comme l'Espace Saint-Michel à Paris ou le réseau Utopia. Mais on sent des réticences dans certaines villes où l'on a peur de perdre la subvention municipale. Car le film dérange tous les « grands » partis politiques comme à Argenteuil où le maire Doucet (PS) a fait retirer la plaque commémorative qu'il avait d'abord acceptée, sous la pression des syndicats de policiers et de Guéant. Mais le film passera au Figuier blanc ce 10 octobre.

Propos recueillis par

Robert Pelletier

Pour programmer le film dans votre ville :
distribution@zeugma-films.fr

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Essai

Prédation. Nature, le nouvel eldorado de la finance, Sandrine Feydel et Christophe Bonneuil

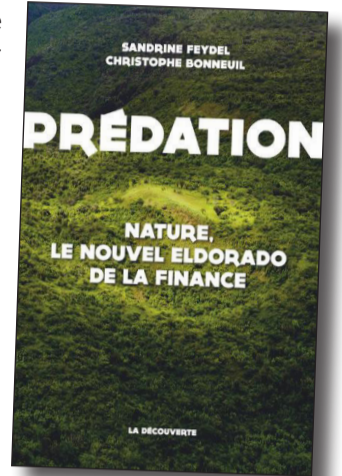
La Découverte, 2015, 16,50 euros

En vue de la grande conférence climatique organisée à Paris, fin novembre, beaucoup de grandes entreprises communiquent sur leur « responsabilité sociale » et sur leur « engagement » pour « une échéance majeure dans la course contre la montre face à la dégradation rapide des conditions climatiques sur toute la planète, avec un objectif commun : limiter le réchauffement de la surface de la Terre ». Qu'en est-il vraiment ? Les « marchés » seraient plus efficaces pour conserver la nature que les politiques publiques et la gestion collective ? Alors que l'argent public manque dans la caisse des États, les « acteurs économiques » du capitalisme seraient des défenseurs de l'environnement en « partenariat » avec de grandes ONG ? Le livre de ces deux chercheurs du CNRS rappelle que dans les années 70-80, les combats écologistes ou les outils de protection de la nature développés par les États étaient vus par les entreprises comme des réglementations contraignantes. Il rappelle à juste titre que des sociétés qui se présentent aujourd'hui comme « vertueuses » ont été responsables de grandes catastrophes écologiques et humaines.

L'ouvrage fait aussi le bilan du protocole de Kyoto en 1997 qui a ouvert la voie du « marché du carbone », aujourd'hui évalué à 124 milliards de dollars en 2010. Après l'achat du droit à polluer, la spéculation financière sur les espèces en voie de disparition, des entreprises peuvent s'échanger des droits d'émission de CO₂. Désormais, pour faire accepter un projet industriel dévastateur pour l'environnement et les populations, il suffit de lui adjoindre un volet de réparation et de compensation sur place ou sur une autre partie de la planète pour avoir une caution environnementale. Et de grandes compagnies d'assurance ont fabriqué de nouveaux produits financiers hautement spéculatifs (appelés « cat bonds ») sous un prétexte protecteur d'« aider nos sociétés à mieux anticiper et faire face aux risques de catastrophes naturelles » comme les tremblements de terre ou les cyclones.

Le capitalisme « innove », ouvre de nouveaux marchés et génère de nouveaux bénéfices liées à la « croissance verte ». Cela devrait nous inquiéter.

Christine Schneider



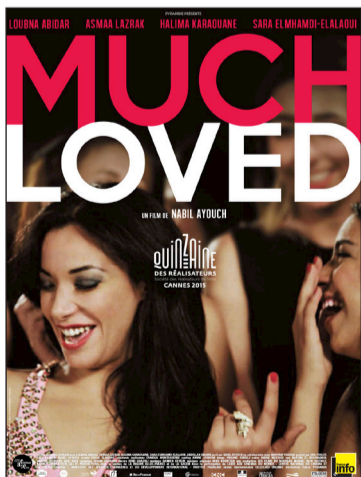
Cinéma

Much loved, de Nabil Ayouch

Avec Loubna Abidar, Asmaa Lazrak et Halima Karaouane. Sortie le mercredi 16 septembre

Le titre en arabe, Zin li fik, peut se traduire par « la beauté qui est en toi ». Un film coup de poing qui laisse une trace profonde, la beauté cachée au cœur de la violence, de l'humiliation. Loubna Adibar a rencontré avec Nabil Ayouch plus de 200 prostituées au Maroc pour recueillir leurs paroles et leurs témoignages et construire un film qui leur ressemble. Utilisées comme objets sexuels lors de soirées orgiaques, elles se retrouvent ensuite dans l'appartement qu'elles partagent, et c'est alors leurs fous rires, leurs moments de tendresse, leur solidarité qui les aident à supporter l'insupportable.

Les propos sont crus, directs, mais les images sont empreintes d'empathie pour ces quatre femmes et ne créent ni voyeurisme ni misérabilisme. Le film nous fait partager leur quotidien, leurs rêves, la brutalité



des hommes, Seul Saïd, leur chauffeur et compagnon de route, est épargné.

Montré à la quinzaine des réalisateurs à Cannes, le film a été interdit au Maroc parce qu'il décrit, au plus près des corps, la réalité de la

prostitution et du tourisme sexuel, qu'ils viennent des pays du Golfe ou d'Europe.

La réalité de Noha, c'est sa famille qui attend l'argent qu'elle apporte tout en la rejetant, un flic qui la rackette, une société hypocrite qui refuse de voir ce qui est sous ses yeux. Peu de lueurs d'espoir mais des situations qu'on vit de l'intérieur, avec une tension palpable, de la vie, de la colère, de la dignité et des moments de répit partagés avec les autres prostituées, les travestis qui s'amuse de leur quotidien avec un humour et un sens de la dérision contagieux.

Nabil Ayouch ne conclut pas l'histoire mais la laisse en suspens. Ses personnages si justement représentés viennent nous percuter sur la condition des femmes, la révolte, l'émancipation et les combats encore à mener.

Thérèse G.

Roman graphique

À samedi!, Hubert Ben Kemoun, illustré par Zaï

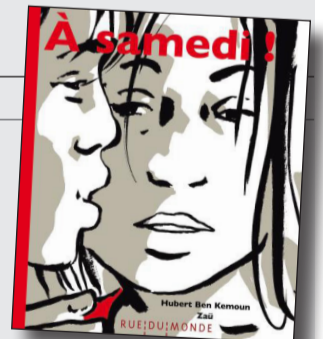
Rue du Monde, 2015, 19 euros

De 12 à 92 ans... L'amour toujours l'amour : un très beau roman, où tout est beau ! L'objet lui-même, taille BD mais roman graphique, c'est-à-dire sans « bulles », le texte s'inscrit dans des pavés alternant avec les illustrations pour former un effet graphique inspiré des tableaux de Mondrian. Les illustrations de Zaï, illustrateur fidèle de Rue du Monde, de la sobriété, trois couleurs – noir, rouge et beige – pour un maximum d'efficacité.

L'histoire, enfin plein d'histoires qui s'entremêlent et disent le principal objet de nos émotions : l'amour,

l'espoir d'amour, la stratégie de séduction, le premier amour, l'amour déçu, l'amour trahi, l'amour perdu, l'amour manqué ! Le texte, très simple mais parfait, alternant dialogues et monologues intérieurs, chacun y retrouvera du vécu.

L'amour, ce n'est pas qu'intellectuel et rien n'échappe à l'auteur : les odeurs, le corps, la sexualité sont sous-jacents, suggérés avec une finesse parfaite qui les rendent parfaitement concrets sans être l'objet central. C'est d'abord un livre pour les adolescents. Le tout situé, on est chez Rue du Monde, dans un contexte bien identifié, lui-même générateur de matière à sentir et



à penser. Les personnages sont issus de « la diversité » comme on dit, et si ce n'est jamais le sujet, cette « diversité » se devine dans les illustrations et les prénots. Les personnages évoluent dans un environnement féroce où les tags « La France aux Français » et autres joyeusetés leur permettent d'exercer leur répartie et leur humour...

Un livre comme ça, c'est de l'or !
Catherine Segala



L'Anticapitaliste | Libre expression

« Detroit, une expérience unique dans les 50 dernières années »

Entretien. Dans les années 70, la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires (LRBW) a organisé à Detroit des travailleurs noirs de l'automobile qui luttent pour le changement social. Professeur à New York, **Marvin Surkin** a écrit en 1975 avec **Dan Georgakas** un livre sur cette expérience, Pas d'accord pour crever. Une révolution urbaine, qui vient enfin d'être traduit en français¹. DR

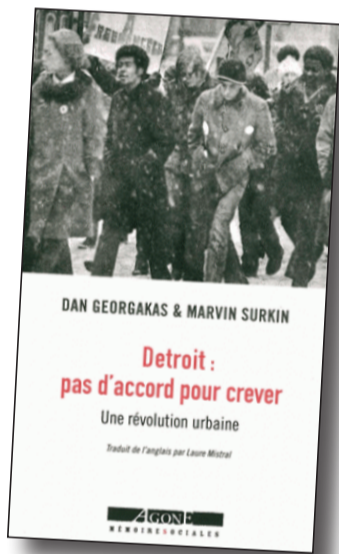


Quelles sont les leçons de la LRBW pour les militants aujourd'hui ?

La leçon la plus importante, c'est que la race et la classe sont des choses importantes. À cause de la sociologie américaine, il n'est pas facile de parler de classe aux États-Unis aujourd'hui. Mais depuis le mouvement Occupy, les gens reparlent ouvertement des questions de classe. Mais si tu en parles, il faut voir comment s'adresser aux ouvriers issus des minorités, aux balayeurs, aux ouvriers d'industrie, articuler d'un côté le combat de ceux qui n'ont rien contre ceux qui ont tout, et le lien entre la classe et la race.

Ce qui c'est passé à Detroit est une expérience unique dans les 50 dernières années de comment la classe ouvrière a pu se dresser et mettre en avant son propre programme, comment articuler le combat contre l'État, l'entreprise et la bureaucratie syndicale. Cette expérience montre aussi que ce sont les plus opprimés qui donnent la direction du mouvement. Les ouvriers noirs à la chaîne, qui n'avaient aucun pouvoir dans le système, sont devenus la force dirigeante. Ils ont été en capacité de gagner des petits espaces de pouvoir : à travers les élections syndicales, à travers un journal, de manière réformiste comme révolutionnaire. Ce n'était pas juste une question de pouvoir noir mais un vrai mouvement anticapitaliste et pour le changement social.

Quand on lit des écrits sur le mouvement noir, le mouvement contre la guerre du Vietnam ou le mouvement féministe dans les années 60 et 70, on ne trouve rien sur Detroit. La majorité des trucs qu'on trouve sur Detroit insistent sur l'aspect « désert industriel » de la ville... Mais ce que la LRBW a réussi à faire, cela a été de regrouper des travailleurs à la chaîne – même leurs militants « intellectuels » ont aussi bossé à la chaîne – autour d'un besoin d'éducation, d'éducation révolutionnaire. Ils se servaient de *Que faire?* de Lénine comme document de formation. Ils avaient incorporé l'idée de l'unité de la théorie et de



la pratique. Ils n'avaient pas seulement une vision de ce qui n'allait pas dans la société, mais aussi une vision d'une autre société, que ce soit au travers des cercles de lecture ou de l'action militante concrète. En cela, ils étaient différents de beaucoup de mouvements des années 60. Aujourd'hui, quand les gens étudient les luttes syndicales, ils se penchent de nouveau sur le cas de Detroit et de la LRBW.

Ma recherche a commencé en 1968, et ce mouvement – caché jusqu'alors – est devenu connu. La LRBW n'était pas limitée à Detroit et avait des liens étroits avec d'autres organisations du mouvement des droits civiques ou avec des travailleurs blancs. Le livre est sorti en 1975. À l'époque, les Arabes américains n'existaient pas dans la sociologie. Le livre a donc mis en lumière l'oppression des Arabes. Ainsi, à l'époque, une manifestation de 3000 travailleurs de l'automobile arabes américains eut lieu contre le fait que le syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW) avait acheté des actions israéliennes. Le livre marquait la reconnaissance de la question de l'immigration comme étant une question importante. Tous les ouvriers étaient immigrés : des Noirs du Sud, des Blancs des Appalaches, et des Arabes de Palestine, de Syrie et du Liban. Cela montre l'importance de

l'immigration interne et externe dans la construction de l'industrie automobile. À la même époque, dans le New Jersey, la question s'était aussi posée aussi. Les United Black Workers (UBW) se posaient la question de comment organiser ensemble à l'usine des travailleurs noirs qui venaient des ghettos du centre ville et les travailleurs latinos.

Pour Mike Hamlin, l'un des fondateurs de la LRBW, le bilan de l'organisation est d'avoir su augmenter le niveau de conscience de classe des jeunes travailleurs noirs et d'avoir su rompre toutes les entraves que la répression macarthyste avait créées pour les idées révolutionnaires dans les années 50. Le titre du livre est lié à tout ça, à la relation de la LRBW avec la culture. Au début, la maison d'édition ne voulait pas du titre *Pas d'accord pour crever!* (« *Detroit I do mind dying* »). Ils voulaient aussi que l'on vire le chapitre sur la culture. Mais le bouquin porte justement sur la politique culturelle, la culture politique ! Detroit, c'est la ville de Motown, de la politique, de la poésie. Ce que je voulais dire, c'est que pour construire le changement social, il faut atteindre les gens là où ils sont.

Quelles étaient à ton avis les différences fondamentales entre la LRBW et le Black Panther Party (BPP) ?

Chaque groupe organisait des sections différentes du prolétariat. La LRBW organisait le prolétariat d'usine, et le BPP le lumpen. La LRBW devait bien évidemment aussi gérer ses propres éléments lumpen. Le BPP avait un programme en dix points, les programmes de petit-déjeuner pour les enfants, mais se focalisait trop sur l'affrontement armé direct avec la police. Quand les Panthers sont arrivés à Detroit, les membres de la LRBW y sont rentrés pour prendre contrôle de la section locale et y implanter une idéologie ouvrière différente de l'idéologie du lumpen. Le film sur la LRBW *Finally got the news* a été fait avec de l'équipement piqué par la LRBW à un groupe dans l'esprit du

BPP, Newsreel. La LRBW comprenait la question de la culture : ils avaient leur propre journal, leurs propres films... Le BPP était très à la mode, correspondant à l'idéologie flashy des années 70, mais du coup n'avait pas de politique culturelle propre. La LRBW comprenait la dualité réforme/révolution, et savait se servir du processus électoral et des institutions, comme quand ils ont pris le contrôle du journal de la fac, le *South End*.

À ton avis, quelles sont les faiblesses de la LRBW ?

La relation avec les femmes noires. Ainsi, Mike Hamlin et Ken Cockrel étaient tous deux mariés à des irlando-américaines blanches. Toutes les autres organisations avaient le même problème par rapport aux femmes, je ne dis pas ça pour les excuser mais pour donner le contexte. Le comité exécutif de la LRBW était 100 % masculin, et les dirigeants sortaient avec des blanches, les femmes noires étant reléguées au second plan.

La LRBW théorisait la centralité des Noirs dans la classe ouvrière. Qu'en penses-tu pour aujourd'hui ?

La production n'est pas la même, mais il faut toujours atteindre les travailleurs là où ils sont. Il y a une série de problèmes différents. Il faut redéfinir le sens de classe ouvrière, alors qu'année après année, le syndicat UAW a par exemple négocié plein de reculs tels que la division des travailleurs en catégories différentes sur le même poste. En plus des bastions, il faut essayer d'organiser ceux qui n'étaient pas organisés avant, avec par exemple la campagne pour les 15 dollars de l'heure dans les fast-foods, les employés de la santé, les employés administratifs des facs... Ma fille est permanente syndicale en Nouvelle-Angleterre, et son syndicat compte 3500 membres, avec des camionneurs, des employés d'université, du secteur de la santé, etc.

Propos recueillis par Stan Miller
1 – Agone, 2015, 24 euros.

Vu ailleurs

Reporterre AGROCAPITALISME...

Le ministère de l'Agriculture a envisagé de nommer un membre du conseil d'administration du groupe d'affaires Avril pour piloter le « plan national pour l'investissement dans les filières d'élevage », selon un document que Reporterre s'est procuré. Or, ce conseil est présidé par Xavier Beulin, aussi président de la FNSEA. Les intéressés ont fait marche arrière.

C'est une petite phrase qui n'a l'air de rien, glissée tout en bas de la première page d'un document du ministère de l'Agriculture. Dans ce « Relevé de conclusion » en date du 3 septembre 2015 concernant le plan national pour l'élevage, il est inscrit que « Pierre Pringuet sera chargé de piloter ce plan national pour l'investissement dans les filières d'élevage ».

Hormis Gilles Luneau, qui a détaillé le CV de Pierre Pringuet dans *Global magazine*, personne n'a relevé ce fait. Qui interroge : Pierre Pringuet est en effet connu comme « parrain du capitalisme français » pour ses activités à la direction de Pernod Ricard et à la présidence de l'Afep (Association française des entreprises privées – qui regroupe les cent plus grandes entreprises du pays) mais il est aussi membre du conseil d'administration d'Avril, comme l'avait révélé Reporterre au printemps dernier.

Un conseil d'administration présidé par... Xavier Beulin, celui-là même qui est allé en personne négocier un plan d'investissement visant un peu plus à éteindre la petite paysannerie française. Problème : c'est au nom de la FNSEA, premier syndicat agricole français, qu'il préside depuis bientôt cinq ans, que Xavier Beulin était à la table des négociations. (...)

Joint par mél, Pierre Pringuet nous a répondu deux jours plus tard. Surprise, il infirme l'information : « Finalement, ce ne sera pas moi et donc je ne peux rien dire de plus. » Une marche arrière confirmée par l'entourage du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll : « C'était effectivement une des hypothèses que Pierre Pringuet assure le pilotage, mais cela ne devrait pas être le cas en définitive. Mais la mission aura bien lieu ! » (...)

« Le plan d'aide aux éleveurs ne sera pas géré par un homme d'affaires proche de M. Beulin – mais ça a failli », Bamabé Binctin, Reporterre, lundi 5 octobre

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org